

Après les trente glorieuses

**Synarchie financière
et dérives fascistes**



Solidarité et Progrès
12 rue Fernand Pelloutier
92110 Clichy
www.solidariteetprogres.org

contribution suggérée : 5 €

Table des matières

Introduction

**Culture des générations à naître
contre tradition synarchique p. 3**

Synarchisme : une brève définition p. 4

**La synarchie financière
contre la République p. 7**

L'union économique et monétaire européenne
**Ces Français qui ont ouvert l'Europe
aux financiers anglo-américains p. 15**

**Robert Marjolin, une vie au service
de l'oligarchie financière anglo-américaine p. 22**

**Alexandre Kojève, logique d'empire
et dialectique du « maître-esclave » p. 23**

La Banque Lazard
**Le capitalisme encanaillé
contre les Trente Glorieuses p. 25**

« Le jour viendra [...] et peut-être bientôt où il sera possible de faire la lumière sur les intrigues menées chez nous de 1933 à 1939 en faveur de l'Axe Rome-Berlin pour lui livrer la domination de l'Europe en détruisant de nos propres mains tout l'édifice de nos alliances et de nos amitiés. Les responsabilités des militaires français ne peuvent se séparer sur ce point de celles des politiciens comme Laval, des journalistes comme Brinon, des hommes d'affaires comme ceux du Creusot, des hommes de main comme les agitateurs du 6 février, mais si elles ne sont pas les seules elles n'en apparaissent que comme plus dangereuses et plus coupables pour s'être laissé entraîner dans ce vaste ensemble. »

Marc Bloch, avril 1944

Introduction

Culture des générations à naître contre tradition synarchique

par Jacques Cheminade

Ce document n'est ni une étude académique, ni la dénonciation impuissante d'une force objectivement invincible. Il aide au contraire à voir les choses en face et à définir une stratégie de combat, afin de vaincre un ennemi surtout fort de nos faiblesses.

Il s'agit donc d'un appel à ne pas avoir peur, car s'il ne faut pas masquer le mal qui rend malade le monde actuel, c'est à condition d'offrir un remède - efficace et ayant fait ses preuves - à la maladie.

La synarchie, idéologique et financière, est une réalité historique. Nous en décrivons ici les origines et les phases. En leur temps, Franklin Delano Roosevelt et Charles de Gaulle lui portèrent des coups décisifs. Contre un ordre de prédateurs et une conception pessimiste de l'homme suivant laquelle la guerre et le conflit sont les états naturels de son existence, ils jetèrent, chacun de leur côté et malgré leurs différences, les bases d'une économie au service de ce qui est humain en l'homme, sa capacité de créer, de connaître, de comprendre et d'exprimer ses découvertes de principes agissant sur la nature sous forme de technologies nouvelles, plus productives par tête et par unité de surface.

Le New Deal, le Victory Program, puis le plan pour un Global New Deal de Roosevelt, ainsi que le combat de la France libre, le programme du Conseil national de la Résistance du 15 avril 1944 et la planification indicative française, d'ailleurs inspirée de l'élan rooseveltien, sont autant de références pour aujourd'hui. Il ne s'agit en aucun cas d'un retour en arrière, mais d'un modèle inspirateur pour combattre l'ordre néo-libéral et mondialiste actuel qui, lui, est bel et bien un retour en arrière vers le pillage financier et le féodalisme.

C'est dans ce contexte, sachant que nos propositions pour un nouveau Bretton Woods et un Pont terrestre eurasiatique sont les portes de sortie d'un système

condamné, qu'il nous faut jauger la synarchie et sa stratégie de tension.

Elle n'apparaîtra pas ainsi comme une fatalité de l'histoire, mais comme un mal qui s'est répandu grâce à la complicité et la soumission des dirigeants politiques, et à la passivité de populations abêties et avilées par des médias devenus de plus en plus semblables aux « divertissements » qu'offrait Goebbels à l'Allemagne nazie pendant les années de guerre.

En France, comme d'ailleurs en Suisse romande, nous avons déjà été aux premières loges.

C'est en France que l'idéologie de Louis-Claude de Saint Martin (1743-1803), de Joseph de Maistre (1753-1821), de Saint-Yves d'Alveydre (1842-1909) et de bien d'autres encore se développa et s'étendit. Elle justifie le pouvoir des hommes d'autorité dans une vision contre-révolutionnaire de l'histoire, au nom de « toutes les traditions » et de l'ordre social contre le changement et le progrès.

Promouvant le caractère destructeur de la Révolution française (ce « mal nécessaire voulu par la Providence », selon de Maistre) et le bonapartisme, afin d'éteindre le flambeau de la Révolution américaine en Europe et mener la France au désastre, elle triompha avec le Congrès de Vienne et la Sainte-Alliance. La carrière de Talleyrand est exemplaire de cette omelette synarchique, toujours du côté de qui tient la poêle et se retournant entre deux changements de régime. A la fin du XIXe siècle, la synarchie promut à nouveau un état de guerre en Europe pour prévenir une révolution industrielle et sociale. Comme elle avait reçu, à la fin du XVIIIe siècle, l'appui de Lord Shelburne, elle reçut à partir de 1890 celui d'Edouard VII, la stratégie britannique étant de diviser pour régner en jetant les Etats européens les uns contre les autres. Après 1918, elle prit une forme beaucoup plus active : son objectif était de réaliser une « révolution par le haut » pour

empêcher à la fois le « socialisme soviétique » et une « américanisation de la vie politique ».

La synarchie, encadrée par des forces financières oligarchiques, visa ainsi à exercer son influence sur le pouvoir en ayant pour plan d'instaurer une économie administrée, par laquelle la bureaucratie d'Etat servirait ses intérêts, et de combattre tout exécutif fort ou système parlementaire relativement indépendant, au besoin en pratiquant une politique du pire.

Cette politique du pire s'est appelée Mussolini, Hitler ou Antonescu et elle a conduit la synarchie à organiser et tirer profit de la débâcle de la France, en mai-juin 1940.

C'est la manière dont cette débâcle a été alors « gérée » qui permet aujourd'hui de comprendre le mieux comment, de manière semblable, les attentats du 11 septembre 2001 ont été exploités par les néo-conservateurs américains. Même « aveuglement » face au péril, et une fois les conséquences de celui-ci arrivées, même exploitation de l'événement pour instaurer une contre-révolution liberticide.

Comités, revues et cénacles combattirent sans relâche le régime républicain en France entre 1918 et 1940. Comme ailleurs, leur but était de mettre en échec l'Etat de droit, en le remplaçant par un Etat défenseur des traditions et revenant aux corporatismes féodaux. L'objectif était de réunifier l'Europe, d'abord contre l'URSS, puis contre les Etats-Unis, afin de détruire les deux formes principales d'opposition à la « tradition ». Si on les relit, telle ou telle conférence prononcée, dans le Paris occupé, par certains idéologues, de Marcel Déat à Alphonse de Chateaubriant, ou bien les séries de voyages de Louis Rougier entre Paris et Londres en 1940-1941, éclairent cette stratégie : unir l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la France et la Grande-Bretagne dans le but d'éliminer d'abord le régime soviétique et surtout, ensuite, l'ordre républicain américain.

Roosevelt représenta alors une force qu'ils ne purent circonvenir, Churchill se rallia à Roosevelt pour un temps, car il n'entendait pas que l'empire anglais parlât allemand, bien que ses penchants synarchiques aient toujours été le guide de son action, et l'Armée rouge, assistée par Roosevelt, constitua une force dont Hitler ne put venir à bout. Ainsi, les Alliés remportèrent la guerre et le monde échappa à l'horreur nazie.

Cependant, très vite, dès le 6 juin 1944 et la mort de Roosevelt, la synarchie revint en force. Sur

Synarchisme : une brève définition

par Lyndon LaRouche

« Synarchisme » est le nom adopté au XXème siècle par une secte franc-maçonne occulte, connue sous le nom de Martinistes et reposant sur le culte de la tradition de l'empereur Napoléon Bonaparte. Entre les années 1920 et 1945, il a été officiellement classé par les services de renseignement américains et d'autres pays dans la rubrique « Synarchisme : nazi-communisme », défini ainsi car il a déployé simultanément, en apparence, aussi bien des forces d'opposition pro-communistes que des forces d'extrême-droite pour encercler et cibler certains gouvernements. Les mouvements fascistes du XXème siècle et ultérieurs, comme la plupart des mouvements terroristes, sont tous des créations synarchistes.

Au cours de cette période, le synarchisme a été l'aspect central des gouvernements fascistes d'Italie, d'Allemagne, d'Espagne et de Vichy et Laval en France, et, à travers la branche espagnole du Parti nazi, il s'est également répandu au Mexique, en Amérique centrale et du Sud. Le parti mexicain PAN est né comme une excroissance de cette infiltration. Il constitue aujourd'hui la caractéristique des adeptes de Leo Strauss et d'Alexandre Kojève.

On retrouve cette conspiration franc-maçonne occulte dans des factions se revendiquant de gauche comme d'extrême-droite, tels le conseil de la rédaction du Wall Street Journal, la Société du Mont-Pélerin, l'American Enterprise Institute et l'Hudson Institute, ainsi que dans ce que l'on appelle les intégristes conservateurs au sein du clergé catholique. L'autorité sous-jacente derrière ces cultes est un réseau contemporain de banques privées ayant adopté le modèle vénitien médiéval connu sous le nom « fondi ». La conspiration de la synarchiste Banque Worms pendant la guerre de 1940 est typique du rôle joué par ces intérêts bancaires derrière les divers gouvernements fascistes de l'époque.

En fait, au départ, les synarchistes sont issus des cercles les plus proches de Napoléon Bonaparte ; des officiers vétérans des campagnes napoléoniennes ont répandu ces pratiques cultistes à travers le monde. G.W.F. Hegel, un admirateur passionné de l'image impériale de Bonaparte, fut le premier à établir une doctrine historique fasciste de l'Etat. En complément, les écrits de Nietzsche ont fourni la doctrine de la terreur dionysiaque, créée par l'homme-bête, des mouvements et régimes fascistes du XXème siècle. Les principaux idéologues fascistes des milieux universitaires d'après-guerre sont Leo Strauss, de l'université de Chicago, qui est l'inspirateur des idéologues néoconservateurs américains actuels, et Alexandre Kojève, un philosophe parisien partageant les idées de Strauss.

le continent européen, JJ. McCloy et William Draper, loin de démanteler les réseaux nazis, les réorganisèrent sous contrôle anglo-américain. Les frères Dulles, Allen et John Foster, avec la collaboration de Hjalmar Schacht, recyclèrent l'empire SS dans leurs services et les secteurs économiques qu'ils dominaient. Henry et Clair Both Luce réorientèrent, à travers leur empire de presse, toute la politique américaine dans un sens anti-soviétique et en faveur d'une conception de la « libre entreprise » (manière courtoise de baptiser la loi du plus fort), diamétralement opposée au volontarisme républicain de l'administration Roosevelt.

A partir du milieu des années soixante, après l'assassinat des frères Kennedy et de Martin Luther King aux Etats-Unis, l'élimination en Europe de Konrad Adenauer et de Charles de Gaulle, le recul d'un tiers-monde gangrené et l'affaïssement du système soviétique, la synarchie devint hégémonique à Londres et à Washington.

Aujourd'hui, elle parle anglais, avec pour projet un ordre mondial anglophone (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Canada, Nouvelle-Zélande, Australie) se substituant à la base européenne conçue dans les années vingt, trente et quarante. En ce sens, le vice-président Cheney, sa femme Lynne et sa fille Elizabeth, avec leur écurie de néo-conservateurs, sont les héritiers - à travers les oeuvres de Léo Strauss, Alan Bloom et, à un niveau inférieur, William Buckley - et les continuateurs des fascistes des années vingt, trente et quarante, cette fois à l'échelle du monde. C'est ce que l'idéologue Michael Ledeen appelle un « fascisme universel », reposant sur la puissance de banques devenues des casinos dotés de puissants services de sécurité, de médias de masse avec leurs techniques de manipulation et des appareils d'Etat pénétrés par leurs partisans. Le but ultime, reprenant les rêves d'un Kojève ou d'un Strauss, est de constituer un empire universel à l'exemple de l'Empire romain. Le 11 septembre 2001 fut leur incendie du Reichstag, relançant l'idée d'une stratégie de guerre préventive contre les « Etats voyous » et le terrorisme, le rêve d'une domination mondiale et le règne du mensonge. La guerre contre l'Irak, en ce sens, est pour eux un galop d'essai.

A ceux qui douteraient d'un tel projet, il convient de rappeler ce qui arriva dans la France des années trente et quarante. Face à une IIIe République, certes faible mais dont ils ne parvenaient pas à se débarrasser, comme le cadavre d'Amédée dans la pièce de Ionesco, les synarchistes d'alors organisèrent la défaite de leur propre pays, espérant pouvoir négocier après la défaite, sinon avec Hitler, du moins avec leurs alliés

qui encadraient le dictateur nazi.

Que l'on se rappelle l'exclamation de Jean Coutrot, dans l'Oeuvre de Marcel Déat : « Enfin des pouvoirs, enfin des responsabilités ». La Révolution nationale du maréchal Pétain fut l'occasion que saisirent les synarchiques « traditionalistes » de Vichy, la « divine surprise » - comme la Révolution française le fut pour de Maistre. L'ouvrage d'André Ulmann et Henri Azeau, *Synarchie et pouvoir* (Julliard, 1968), donne un assez bon tableau de cette époque. Nous rappellerons seulement ici, de sources que nous tenons également de Marie-Madeleine Fourcade, que le Vème Bureau de l'Armée, avant la guerre, avait une copie complète du plan d'attaque allemand par la Belgique et la trouée de Sedan, dont l'authenticité ne faisait aucun doute. Deux civils, Bouthillier et Baudouin, plus tard cerveaux synarchistes de Vichy, jugèrent alors que l'information « manquait d'intérêt » et il n'en fut tenu aucun compte. Mieux encore, Philippe Pétain, ministre de la Guerre après 1934, visita la trouée de 44 kilomètres dans notre système de fortification entre Montmédy et Sedan. L'endroit le plus vulnérable de notre dispositif n'était alors pas aménagé ! Pétain jugea que « ce secteur n'est pas dangereux... A partir de Montmédy, il y a la forêt des Ardennes... Elles sont impénétrables ». Et rien ne fut fait, permettant aux tanks de Guderian de réussir leur offensive de mai-juin 1940 ! Aveuglement plus ou moins volontaire ou trahison absolue ?

C'est la même question que l'on peut se poser aujourd'hui sur les attentats du 11 septembre 2001 et que Lyndon LaRouche posa dès le départ. En 1940 comme aujourd'hui, notre réponse nous porte plutôt à dire trahison, c'est-à-dire complicité assurée de l'intérieur même du dispositif. L'on sait ce que Philippe Pétain devint par la suite. On connaît moins deux autres faits. Le premier est qu'auprès du Vème Bureau, dont les agents en Allemagne étaient d'une grande compétence, une organisation, installée dans l'armée et les cabinets ministériels, filtrait ou arrêtait les renseignements complémentaires recueillis sur le plan de guerre allemand ! Paradoxalement, ce n'est qu'en 1936, sous le gouvernement du Front populaire, qu'eut lieu le réel démarrage de la production française d'armements et d'aviation.

L'aviation nazie était-elle donc si supérieure en 1939-1940 ? C'est le second « fait ». Un avion produit par la société Dewoitine, le Dewoitine 520, était alors le meilleur avion du monde. Cependant, sa production fut systématiquement entravée. Par exemple, le 14 juin 1939, le contrôleur financier de la société en fit bloquer les comptes et paralysa temporairement

la production, sous prétexte de doutes concernant la rémunération d'Emile Dewoitine. Le conflit rebondit en 1940 ! Quoi qu'il en soit, lorsque, le 9 juin 1940, le capitaine Stehlin, devenu commandant du groupe de chasse III/6, se rendit à l'usine Dewoitine à Toulouse pour y chercher les douze premiers Dewoitine 520 de son groupe, il y trouva des dizaines d'avions disponibles, non attribués...

Le comportement ultérieur, en 1940-1943, de ceux qui s'avèrent si piètres gestionnaires de l'effort de guerre français, et leur promotion sous la France de Vichy, prouvent largement les suspicions que l'on peut éprouver à leur égard. Nous avons donc un exemple d'un passé relativement récent et particulièrement parlant, qui nous éclaire sur le monde d'aujourd'hui.

Il est clair que dans la guerre contre l'Irak, comme chez nous en 1938-1940, les réseaux officiels de renseignement ont été court-circuités aux Etats-Unis. Deux réseaux nouveaux furent créés, pour fournir au parti de la guerre les informations qu'il attendait ! Il s'est agi d'une part de l'Office of Special Plans, créé auprès du Pentagone et dirigé par Abram Shulsky et William J. Luti, et du Counter-Terrorism Evaluation Group, créé par Douglas Feith. Ces deux unités ont fourni directement leurs renseignements au vice-président Dick Cheney et à son directeur de cabinet, Lewis Libby. C'est là, avec des informations truquées servies par les agents irakiens d'Ahmed Chalabi, et souvent réchauffées par les services de Tony Blair, que furent élaborés tous les mensonges « Straussiens » justifiant la guerre : présence d'armes de destruction massive en Irak, mobilisables en 45 minutes, contrat entre l'Irak et le Niger pour la fourniture d'uranium, liens entre Saddam Hussein et Al-Qaïda. Tout se révéla faux sauf la guerre, qui fut lancée pour de vrai, au mépris de la Constitution américaine, des règles du droit international et de l'opinion mondiale.

Ce furent les services de Luti, inspirés par Douglas Feith et Lewis Libby, qui organisèrent toute la propagande contre la France, y compris la fable suivant laquelle ce pays serait par nature « antisémite » et qu'y passer des vacances impliquerait un risque pour des touristes juifs américains.

Des actes antisémites ont certes été commis en France, et il faut les combattre sans relâche, mais leur source a plus été la politique provocatrice d'Ariel Sharon et son appui quasi-systématique par l'administration Bush, qu'une quelconque tradition française ou musulmane.

Présenter ce dossier et affirmer ce que nous disons n'est en aucun cas faire preuve d'anti-américanisme. Bien au contraire, c'est Dick Cheney et ses protégés néo-conservateurs qui trahissent l'Amérique des pères fondateurs, ce projet que les meilleurs Européens eurent d'y créer une République. De leur propre aveu, les néo-conservateurs ne pensent pas en termes de République mais d'empire, dans la tradition romaine et non américaine.

C'est Lyndon LaRouche qui représente la vraie Amérique, comme l'on en était, dit-on, conscient dans l'ambassade de France à Washington, à la fin des années quatre-vingt-dix, et comme certains Français, constatant que la France a été attaquée par la même presse américaine qui s'en est prise à LaRouche, le sont encore aujourd'hui, mais avec moins de courage, semble-t-il.

Ainsi la distorsion de Platon et des pères fondateurs par Leo Strauss et ses disciples, et leur application pratique de ces distorsions, ont un effet direct sur l'histoire. Car ce sont les idées qui marquent l'histoire. Platon, Leibniz, Franklin et le courant républicain s'opposent ainsi à Hobbes, Locke, Nietzsche et le courant néo-conservateur traditionaliste qui, dès que son existence se trouve menacée, se mue en fascisme.

Un cynisme politique, « par-delà le bien et le mal », de même que la lâcheté de ceux qui tournent en rond dans le bocal de leur système plutôt que de prendre le risque d'en sortir, ont des effets directs sur l'histoire.

Nous pensons au contraire que la France, comme le disait de Gaulle, est « une certaine idée » et qu'au moment des périls, cette idée prend force, car la mémoire de notre histoire devient alors plus forte que la peur. Cette idée, qui a porté le vent d'Amérique et qui doit être aujourd'hui revivifiée par lui, c'est-à-dire par ce que représente LaRouche, la vraie Amérique et non celle, truquée, de l'administration Cheney, cette idée est plus forte que toutes les synarchies du monde ou que toutes les compromissions avec elles.

Pensant à notre combat, je pense à ce que Socrate affirmait avant de mourir : le bonheur qu'apporte la stimulation de la jeunesse et la joie de philosopher et combattre avec elle, pour lui donner un avenir. C'est cela qui est une culture de la vie, contre la culture de la tradition à laquelle est attachée la synarchie, car c'est au contraire la culture des générations à naître. C'est cela qui est un vaccin d'immortalité, contre la peur synarchique d'être mortels.

La synarchie financière contre la République

Par Christine Bierre

Un parfum des années trente se répand dans notre pays, alors qu'agonise un régime fondé par François Mitterrand et pérennisé ensuite par Jacques Chirac. Comme nous, beaucoup de nos concitoyens sentent intuitivement que l'avenir de notre République se joue dans les mois qui viennent.

Le rejet du Traité constitutionnel européen, révélateur du mécontentement d'une majorité de la population envers l'Europe telle qu'elle a été construite, est resté sans réponse, tout comme les émeutes, extrêmement graves, de novembre 2005. Les derniers événements survenus à Montfermeil et à Grigny montrent, à ce sujet, que n'ayant rien fait pour changer cette situation, la France reste l'otage des conséquences de la politique d'austérité et de triage social qu'elle a imposée depuis des années sur les populations issues de l'immigration.

Plutôt que de s'attaquer aux abus des pouvoirs financiers, la plupart des hommes politiques, à gauche comme à droite, rivalisent dans les projets visant à pénaliser la précarité. A droite, comme dans les années trente, les « hommes forts » qui réclament le rétablissement de l'autorité et de l'ordre, les bonapartistes, se bousculent au portillon : Sarkozy, de Villiers, Le Pen, de Villepin. Du côté du gouvernement, tout comme au Parti socialiste, on s'empêtre à défendre ce système européen légué par François Mitterrand et confirmé par Jacques Chirac, qui est à l'origine de la plupart de nos maux économiques. L'aveuglement de l'élite sur ces politiques est total. Au Parti socialiste, on a écrasé la dissidence Fabius et pour ce qui est de Jacques Chirac, il vient d'annoncer avec la chancelière allemande, Angela Merkel, que le Traité constitutionnel sera réexaminé à partir de la présidence allemande de l'UE, en 2007 !

Face à cette situation, nous devons nous poser la question : qu'est-il arrivé à notre République ? Comment sommes-nous passés de la période des Trente Glorieuses, où les gens pouvaient construire

leur vie autour d'un travail qualifié à long terme et où, grâce aux grands programmes d'Etat, la France était à la pointe du progrès scientifique et technologique, à la situation actuelle ? Où est la France dont Charles de Gaulle pouvait déclarer fièrement dans les années soixante qu'elle était « en plein essor... les caisses remplies, le franc plus fort qu'il ne fut jamais, la décolonisation achevée... et le prestige français replacé au plus haut dans l'univers ? » Un exemple concret illustre mieux que toute statistique le problème que nous avons aujourd'hui : le mariage de Delphine Arnault, la fille de Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France, PDG de LVMH (industrie du luxe), célébré en septembre 2005, pratiquement au même moment où avaient lieu les émeutes de banlieue. Même si l'aspect fastueux de ce mariage a quelque chose de terriblement choquant - 650 convives au château d'Yquem, 165 mètres d'Organza pour une robe de mariée de chez Galliano, réalisée dans un dégradé du blanc au rose pâle, ornée de cristal et de fils d'argent et brodée de roses anciennes, le tout pour un coût de plusieurs millions d'euros - ce sont surtout les relations incestueuses, révélées par ce mariage, entre haute finance, vieille noblesse et pouvoir politique qui illustrent le problème de la France actuelle.

Là, « leurs Altesses Royales » Marie Chantal et Pavlos de Grèce, l'infante Elena d'Espagne et autres Maria Pia de Savoie, côtoyaient les plus grands hommes d'affaires français - Claude Bébéar (Axa), Jean-René Fourtou (Vivendi Universal), Serge Dassault (armement et *Le Figaro*), Michel Pébereau (BNP Paribas), le baron Ernest-Antoine Seillière (ancien président du Medef), Henri Lachmann (Schneider Electric), les héritiers des Rothschild ainsi qu'Antoine Bernheim, de la banque Lazard Frères et du « géant vénitien de l'assurance » Generali - mais aussi, pas moins de 6 ministres du gouvernement actuel, dont Thierry Breton et, bien entendu, Nicolas

Sarkozy, l'homme politique dont Antoine Bernheim, de la Generali, se sent aujourd'hui le plus proche.

Qu'est-ce qui ne va pas en France aujourd'hui ? Depuis trente ans, cette finance-là règne en maître sur la société, exigeant des taux de profits immédiats exorbitants qui tuent le travail et l'économie productive et qui orientent idéologiquement toute la société vers la recherche de gains rapides dans l'ici et maintenant, aux dépens de l'avenir.

La synarchie financière

Pour comprendre ce qui s'est passé et y faire face, il faut avoir le courage de remonter à la période qui va de la fin de la Première Guerre mondiale à la Seconde. Avoir le courage, parce que ce que nous avons vu agir là est le pire de la France. Pour beaucoup d'entre nous, qui sommes nés dans les années 40, 50 ou 60, notre idée de la France est celle de cette France exceptionnelle de Charles de Gaulle, dont les conceptions sont à l'origine de tout ce qui est encore sain aujourd'hui dans notre pays, bien que de plus en plus rongé par ce cancer de la finance.

Mais il ne faut pas que cette période exceptionnelle, qui n'existe plus et qu'il faut recréer aujourd'hui, nous fasse oublier qu'avant cette grande époque, le même Charles de Gaulle avait dû sauver la France du marasme de la Deuxième Guerre mondiale et de celui de la crise algérienne, où le fascisme menaçait encore. Je vais vous parler aujourd'hui d'une France sordide, non pas pour vous plonger dans le défaitisme, mais pour que vous soyez moins naïfs et que vous connaissiez l'ennemi que nous devons combattre.

C'est l'appétit léonin de la finance, du même type que celui qui s'est développé depuis une vingtaine d'années, qui va nous amener tout droit aux pires atrocités de la Deuxième Guerre mondiale. Le traité de Versailles de 1919, qui mit fin à la Première Guerre mondiale, imposa à l'Allemagne vaincue le paiement de réparations de guerre exorbitantes à la France et à la Belgique - 132 milliards de mark-or. Terrible pour le peuple allemand, le paiement de ces réparations était cependant une véritable aubaine pour les principaux groupes financiers anglo-américains, français, allemands et autres de l'époque.

Immédiatement après le traité de Versailles, la Banque d'Angleterre et JP Morgan choisirent un jeune avocat américain, John Foster Dulles, pour négocier avec Hjalmar Schacht, le futur chef de la Banque centrale allemande et ministre de l'Economie d'Hitler, la création de tout un système de cartellisation qui permettrait à l'Allemagne de

s'acquitter de cette dette. En 1922, Hjalmar Schacht proposa que 5 milliards soient payés immédiatement à la France, non pas par l'Etat mais via des emprunts émis par des conglomérats industriels qui émettraient des obligations à 10 ans pour ce montant, à condition de donner à ces conglomérats le droit de se constituer en vrais monopoles. Ce fut l'origine des cartels de la chimie et de l'acier, dont l'infâme IG FARBEN, sans lesquels Hitler n'aurait jamais pu lancer ses plans de conquête. En 1923, l'Allemagne ayant des difficultés à payer, les Etats-Unis lancent le Plan Dawes, l'ouverture d'une ligne de crédit de 800 millions de dollars pour permettre à l'Allemagne de faire face à ses difficultés. La maison Lazard Brothers, dont nous parlerons beaucoup dans cet article, représentait l'Angleterre dans la négociation du Plan Dawes.

C'est ce système de pillage que l'oligarchie financière tentera de maintenir coûte que coûte, allant jusqu'à imposer des régimes fascistes à toute l'Europe pour y parvenir. Et à cette époque, les financiers avaient beaucoup de souci à se faire pour leur pouvoir. Depuis la Révolution russe de 1917, la crainte du communisme hantait les esprits et la grande dépression des années trente, avec tous les troubles sociaux qu'elle provoqua, exacerba cette crainte. C'est de cette époque que date en France la publication de cette fameuse affiche du « communiste au couteau entre les dents », diffusée grâce au financement d'une organisation synarchiste, l'Union des intérêts économiques. L'affiche avait été publiée d'abord dans *Le Temps*, un journal sous influence du puissant Comité des Forges et des Houillères.

Raoul Husson, qui, sous le nom de plume de Geoffroy de Charnay, fut l'un des premiers à dénoncer l'existence de la synarchie financière, décrit la situation : « *Après la guerre de 1914, certaines banques conscientes de la menace de Satan, qui venait de se réincarner dans le bolchevisme, et craignant que le monstre n'échappe à leur contrôle, choisirent en fonction de leur intégrité, leur patriotisme et leur courage, certains hommes de confiance et, leur payant un salaire, les gardèrent groupés, prêts à se ranger au signal donné derrière un guide.* »

Ce fut la naissance d'un mouvement baptisé la Synarchie d'empire, qui donna naissance à tous les mouvements fascistes européens : la montée au pouvoir de Mussolini en 1922, Salazar au Portugal en 1932, Franco en Espagne en 1939, Hitler en Allemagne en 1933 et le pétainisme en France, en juin 1940.

Les sources de cet article sont les archives de la guerre des services de renseignement américains et

français liés à la Résistance. Certaines de ces sources, les archives de Robert Menevée (Raoul Husson), sont disponibles à l'université de Californie. Mentionnons aussi le livre, *Synarchie et Pouvoir*, publié en 1968 par André Ulmann et H. Azeau, des résistants qui ont connu la situation de l'intérieur. Il y a enfin *Le choix de la défaite*, d'Annie Lacroix-Riz, dont les recherches approfondies dans de nombreuses archives officielles attestent pleinement l'existence de ce complot.

La synarchie est une organisation dont l'origine remonte à la fin du XVIII^{ème} siècle, mais qui apparaît et disparaît au gré des périodes de croissance ou de crise économique. Au XX^{ème} siècle, les premières traces de ce mouvement resurgissent à Londres en 1918, puis en Italie en 1919 où elles sont à l'origine de la montée au pouvoir de Mussolini. En France, un Ordre martiniste et synarchique clandestin surgit le 3 janvier 1921 et crée, en 1922, un Comité synarchique central (CSC) qui donnera naissance au Mouvement synarchie d'empire, MSE, dont le principal activiste connu est Jean Coutrot (photo 11), un polytechnicien qui a été l'un des personnages centraux de l'avènement du pétainisme en 1940.

Ordre martiniste et fascisme financier

Cette organisation prend la forme d'une secte maçonnique - pas une organisation maçonnique classique contre lesquelles nous n'avons pas de querelle - mais une organisation maçonnique de rite martiniste.

A l'origine de ce mouvement, il y a Louis-Claude de Saint-Martin, un théosophe mystique (1743-1803) qui fonda à Lyon la première loge martiniste. A cette époque, plusieurs personnalités importantes se sont réclamées de cette pensée, dont Joseph de Maistre, chef de file de la pensée réactionnaire, un employé de la Couronne de Savoie, qui fut l'un des pires ennemis de la France, y exerçant une influence néfaste tout au long du XIX^{ème} siècle. De Maistre est soupçonné notamment d'avoir inspiré la terreur jacobine, le fascisme de Napoléon et autres formes de pensée réactionnaire.

A la fin du XIX^{ème} siècle, ces idées reviennent en force avec un autre grand illuminé, un charlatan dénommé Saint Yves d'Alveydre, le premier à donner à ce système le nom de Synarchie.

Derrière ce nom se cache une organisation fasciste qui veut éliminer toute forme de parlementarisme, accusé d'être responsable de tous les maux de la société. Pour eux, la société doit être dirigée par un chef, désigné par une caste de clercs, des religieux

doués d'une autorité qui leur vient de la providence divine. C'est un régime religieux, théocratique, où toutes les églises doivent être représentées.

Ces sectateurs défendaient l'idée que ce type de régime ne pourrait être établi que grâce à un chaos régénérateur, créant les conditions de l'émergence d'un nouvel ordre sur les cendres du défunt. Dans une lettre, Louis Claude de Saint Martin louait la Révolution française, sous prétexte qu'il fallait « nettoyer l'aire avant d'apporter le bon grain ». Joseph de Maistre prétendait que la révolution était un mal nécessaire, voulu par la providence, pour redonner à une élite le sens de ses devoirs et aux prophètes le goût de la prophétie et du pouvoir. Pour arriver au pouvoir, la synarchie, telle une cinquième colonne, se proposait d'agir de façon clandestine jusqu'au moment de la « cristallisation synarchique », où il faut passer à l'action.

Au-delà de ces délires mystiques, cependant, c'est surtout l'économie qui intéresse la synarchie, et avant tout le financier à qui elle donne priorité sur l'industrie et la production. La synarchie prône une organisation de type corporatiste de l'économie, sous la coupe d'une planification étatiste dictatoriale aux mains d'une élite financière, bureaucratique et technicienne.

Autre particularité de la synarchie, son rejet total de l'Etat-nation et sa prédilection pour les schémas mondialistes. Alexandre Kojève, qui a baigné dans les eaux de la Synarchie des années 30 et a participé à sa reconstitution après la Deuxième Guerre mondiale, sous la forme notamment du mouvement des néo-conservateurs américains, en donne la raison : depuis Napoléon Bonaparte, les Etats-nations ont montré leur incapacité à faire face aux empires. Par conséquent, les Etats-nations sont morts et on doit désormais procéder à la création d'empires régionaux intégrés, pouvant aboutir à l'émergence de l'empire universel homogène, imaginé par Hegel pour la fin des temps.

Les fascismes européens

C'est donc cette synarchie qui sera à l'origine des régimes fascistes en Europe, y compris celui de la Révolution nationale de Pétain. Au départ, ces pouvoirs financiers étaient du côté d'Hitler, qu'ils avaient créé pour détruire l'Union soviétique. Mais lorsque celui-ci décida de lancer son offensive à l'Ouest avant de s'attaquer au géant russe, Churchill et d'autres, qui partageaient les objectifs du fascisme mais ne souhaitaient pas se retrouver sous la botte

allemande, décidèrent de se rallier à Roosevelt, le temps de détruire Hitler, avant de poursuivre leurs sales projets.

Même pendant la guerre, il est intéressant de voir comment les synarchistes, de Londres à Berlin, en passant par le Paris de Pétain, complotent toujours pour pouvoir survivre à la défaite d'Hitler et imposer leur nouvel ordre après.

En France, la quasi-totalité des hommes qui arrivent au pouvoir avec le maréchal Pétain sont des synarchistes. La plupart avaient appartenu à l'équipe Worms, l'un des éléments clés de cette organisation des financiers en France.

Le 7 janvier 1942, Anthony J. Drexel Biddle, l'ambassadeur américain, rédigea depuis Londres une lettre à Franklin Roosevelt, décrivant la clique qui contrôlait le gouvernement de Vichy en ces termes : « *Ce groupe ne devrait pas être considéré comme français, pas plus que ses homologues en Allemagne ne devraient être considérés comme allemands, car les intérêts des deux sont si entremêlés qu'on ne peut pas les distinguer ; ils s'intéressent uniquement au développement de leurs jeux industriels et financiers.* »

(...)

« *D'un côté, Pierre Pucheu (Intérieur) et Yves Bouthillier (Economie nationale) étaient membres de la clique Worms. Selon certains, Gérard Bergeret (secrétaire général à l'Aviation) faisait partie de l'entourage personnel de Pétain, selon d'autres, du groupe Worms. A l'exception de Bergeret, presque tous les secrétaires d'Etat étaient associés à la même clique. Il y avait Jacques Barnaud (délégué général aux Relations économiques franco-allemandes et directeur général du groupe Worms) Jérôme Carpopino (Education), Serge Huard (Famille et Santé), l'amiral Platon (Colonies), René Belin (Travail), François Lehideux (Production industrielle), Jean Berthelot (Communications) et Paul Charbin (Approvisionnement alimentaire) (...) Parmi le groupe Worms, mentionnons aussi un certain nombre de responsables de moindre rang (notamment les secrétaires généraux) comme Lamirand, Borotra, Ravalland, Bichelonne, Lafond, Million, Deroy, Filipi, Schwart et Billiet.* »

La clique Worms

Qu'était-ce donc que cette clique Worms ? Le groupe Worms, un géant du transport international, des compagnies minières et des sociétés financières et immobilières, tenait « sous sa coupe directe plus de la moitié de l'industrie » française, nous dit Annie Lacroix-Riz, citant des sources d'archives officielles

dans *Le Choix de la Défaite*. Formellement, il avait été créé par la banque Lazard Frères de Paris et ses branches londonienne et new-yorkaise, pour le compte de la famille d'industriels Worms, et la maison Lazard y a bel et bien imprimé sa marque de fabrique si particulière (voir l'article ci-joint). Mais la Banque Worms n'était que la partie émergée, le paravent de la haute finance qui, sous prétexte de lutter contre le communisme, a comploté pour l'avènement du fascisme en Europe. Worms n'était, comme le soulignent Ulmann et Azeau, que « l'un des paniers où la Synarchie avait déposé quelques-uns de ses fruits mûrs »... Pour lever toute ambiguïté sur la présumée « banque juive », Annie Lacroix-Riz montre que malgré ses fondateurs israéliens, cette banque n'était pas foncièrement juive. Jacques Barnaud, son président, était « catholique pratiquant », selon « l'inspecteur spécial » de la PJ, Vilatte, chargé de l'enquête sur la Synarchie à la Libération. Le fondé de pouvoir de la banque, Gabriel Le Roy Ladurie, « ancien collaborateur de la Banque de Paris et des Pays Bas, puis de la Banque Franco-Polonaise », était catholique lui aussi, tout comme la Banque Lehideux et la Banque d'Indochine (dont le président était Paul Baudoin), qui ont rejoint le groupe Worms. Un rapport de la Direction générale de la Sûreté nationale de l'époque, cité par Annie Lacroix-Riz, indique de son côté que « la majorité des collaborateurs » de Worms étaient « protestants ».

Ce fascisme financier a été créé en France depuis Londres. Le groupe Worms, y compris lorsqu'il gouvernait sans conteste à Vichy, en pleine guerre, était dénoncé comme la plaque tournante des renseignements britanniques en France. André Ulmann et H. Azeau, auteurs de *Synarchie et Pouvoir*, évoquent le rôle des loges synarchistes telles la loge « anglo-saxonne » du Grand Orient et sa scission, la loge « britannique », appartenant à la Grande Loge nationale. Le rôle de la Société fabienne de Londres, une organisation de l'élite anglaise et du bureau « occulte » des renseignements anglais, est cité dans le cadre du Plan du 9 juillet 1934, un plan établi par les cercles synarchistes de Jules Romain et de Jean Coutrot, fondateur d'une organisation dénommée X-Crise et X-Information, rassemblant des polytechniciens qui furent les organisateurs des principaux réseaux synarchistes à partir du début des années 30.

Lazard Londres faisait partie du cercle financier le plus proche de la monarchie anglaise et du gouverneur de la Banque d'Angleterre, Montagu Norman. Lord Robert H. Brand, associé directeur de Lazard Brothers dans les premières décennies du

siècle, avait créé la Table Ronde britannique en 1906-09, autre organisation clé de l'oligarchie britannique. Il était aussi, avec le président de Lazard Brothers, sir Robert Molesworth Kindersley, un administrateur de la Banque d'Angleterre, le représentant britannique au Comité Dawes chargé de réorganiser la dette allemande en 1923.

La stratégie du chaos

Créée au début des années 20, la synarchie a d'abord agi dans le plus grand secret, par l'intermédiaire d'une kyrielle d'organisations clandestines. Elle a recruté des cadres, placés ses œufs dans tous les paniers de gauche et de droite, dans les mouvements syndicaux patronaux et ouvriers comme dans la presse. A la CGT, syndicat ouvrier, elle contrôlait René Belin, qui deviendra ministre de l'Economie et du Travail à Vichy. Mais elle contrôlait aussi les organisations patronales du type Comité de prévision et d'action sociale de Jules Verger, qui dirigeait les cellules de propagande de l'organisation patronale CGPF, ainsi que les *Nouveaux Cahiers*, l'organe de presse de ces milieux liés aux cartels et ouvertement pro-fascistes. Elle contrôlait, à gauche, des communistes et des socialistes devenus fascistes, tels Jacques Doriot, ancien communiste qui fonda le PPF (Parti populaire français), abondamment financé par le groupe Worms, et Marcel Déat, chef de file des néo-socialistes, inspirés par les théories du fasciste belge Henri de Man, passé du Parti socialiste de Léon Blum au fascisme.

Pendant des années, la stratégie de la synarchie a consisté à provoquer clandestinement le plus grand chaos, à travers des tentatives de putsch, des attentats terroristes et en fomentant des dissidences au sein des partis politiques.

Il y eut, en France, trois tentatives de putsch manquées :

- le putsch d'Alsace-Lorraine de 1928, instigué par le maréchal Lyautey, soutenu par un clergé pro-fasciste;

- le putsch du 6 février 1934, lorsque le colonel de La Rocque envisagea de prendre d'assaut l'Assemblée nationale à la tête des Croix-de-feu, soutenues par l'Action française de Charles Maurras;

- le putsch du 17 février 1937 de la Cagoule, organisation secrète fondée par Eugène Deloncle et financée par le patron de l'Oréal, Eugène Schuller.

Dans le gouvernement du Front populaire de 1936, et malgré le fait que Léon Blum prônait une alliance avec Roosevelt, la synarchie s'était infiltrée dans le ministère de l'Economie nationale de Charles

Spinasse, qui y fit entrer Jean Coutrot, fondateur de X-Crise et de X-Information.

Le Front populaire de 1936 a exacerbé la rage de la synarchie, la poussant vers des actions violentes, des tentatives de putsch comme celui de La Cagoule en 1937.

Le choix de la défaite

Après l'échec de ces tentatives de putsch, vers 1938, les synarchistes décident que la seule façon d'obtenir la victoire est de se la faire apporter par l'invasion de l'armée allemande. Il faut mettre fin à la République, « tuer la gueuse », comme ils disaient, mettant à profit l'invasion allemande pour imposer la dictature, conquérant le pouvoir au détour d'une défaite.

Entre 1938 et l'attaque allemande, les synarchistes, agissant comme une véritable cinquième colonne, mèneront des actions visant à affaiblir le potentiel de défense de la France. D'abord en négligeant les travaux de renforcement de la ligne Maginot dans la trouée de Sedan (les 44 kilomètres qui séparent Montmédy et Sedan), alors que le cinquième bureau du renseignement militaire avait entre les mains le plan authentique d'attaque de l'armée allemande contre la France... par la trouée de Sedan ! Deux civils consultés en tant qu'experts prétendirent que ce document était un faux. Il s'agissait de deux synarchistes : Bouthilliers et Baudoin.

En même temps, ils s'efforcèrent de saboter, par tous les moyens, la production militaire, qui n'avait réellement démarré qu'en 1936 avec Léon Blum. Il y eut la politique des prototypes, des commandes passées par le ministère de l'Armement qu'il fallait perfectionner à l'infini. Plus de mille améliorations ont ainsi été apportées à l'un de ces prototypes !

Il y a eu ensuite les affectations spéciales. Le ministre de l'Armement, M. Dautry, avait conçu tout un plan de réarmement qui donnerait à la France une armée moderne... en 1943 ! Pour cela, la loi autorisait la mise en affectation spéciale des hommes mobilisables dont l'activité était considérée comme indispensable à la défense nationale. L'administration prévoyait 670 000 hommes mobilisables. En fait, entre octobre 1939 et janvier 1940, l'on est passé de 837 000 affectés à 1 200 000 ! Il s'agissait pour la plupart de cadres de l'armée qui avaient été retirés des opérations de guerre et affectés ailleurs.

Le récit d'A.J. Fontenay paru dans *de Sedan à Bordeaux*, cité dans le livre d'Ulman et d'Azeau, explique mieux que tout comment ce sabotage eut lieu : « *A quoi M. Dautry pouvait-il bien employer ces*

1 208 000 hommes dérobés au devoir militaire ? Ses manufactures n'étaient pas encore construites. Les affectés spéciaux restèrent oisifs ou bien ils furent utilisés comme manœuvres pour l'édification d'usines qui ne furent jamais terminées, car au mois de juin 1940, les murs dépassaient à peine les fondations ».

« Et nos unités motorisées, elles, manquaient de spécialistes. Le commandant d'une de ces formations écrivait, en mars 1940, au général présidant la commission interministérielle de contrôle des affectations spéciales : « L'effectif de guerre de mon unité comporte quatorze spécialistes, jamais ils n'ont été au complet. J'en avais onze. On en a rappelé trois, puis trois autres, maintenant quatre autres doivent partir. Si ces derniers s'en vont, nous serons dans l'impossibilité d'assurer les réparations. La moindre panne immobilisera le véhicule et au bout de peu de temps, tout mon matériel sera inutilisable ».

Enfin, le sabotage le plus évident fut celui de l'avion de chasse le plus moderne de l'époque, le Dewoitine 520. En ce temps-là, le meilleur avion en service dans l'armée française était le Morane 406, qui n'égalait certes pas le Messerschmitt allemand. Cependant, l'ingénieur Dewoitine avait mis au point à Toulouse le Dewoitine 520, un avion qui surclassait ceux de l'armée de l'air allemande, pourtant la plus moderne du monde.

Une première commande de Dewoitine fut passée en avril 1939, et en avril 1940, la compagnie produisait déjà 200 avions par mois. Mais à partir de 1939 et jusqu'en mai 1940, le contrôleur financier de la compagnie, nationalisée en 1936, émet des doutes sur les rémunérations légales de M. Dewoitine et lance des procédures juridiques qui bloquent la production de l'avion. Le 9 juin, après l'offensive allemande, le commandant Stehlin, du groupe de chasse III/6, visite l'usine de Toulouse pour prendre livraison de l'avion, et voilà ce qu'il rapporte : « Le 9 juin, enfin, nous allons chercher à l'usine de Toulouse les douze premiers Dewoitine 520 du groupe. Nous n'avons que l'embarras du choix, tant il nous semble y avoir d'avions disponibles. Pourquoi n'ont-ils pas été tous attribués aux unités qui avaient dû combattre et continuaient à le faire, avec des avions presque périmés par rapport à ceux de la chasse allemande ? » Dès la signature de l'armistice, Stehlin sera emprisonné pour plusieurs années à Vichy.

Juin 1940 : « la divine surprise »

Tout est prêt pour la défaite. En août 1938, les principaux synarchistes, Bouthilliers, Barnaud, Baudoin, décident que leur chef, au moment de la

défaite, sera Pétain, lié aux synarchistes par un pacte.

De Gaulle le confirme dans le premier tome de ses *Mémoires de guerre* : « Dans tous les partis, dans la presse, dans l'administration, dans les affaires, dans les syndicats, des noyaux très influents étaient ouvertement acquis à l'idée de cesser la guerre. Les renseignés affirmaient que tel était l'avis du maréchal Pétain, ambassadeur à Madrid et qui était censé savoir, par les Espagnols, que les Allemands se prêteraient volontiers à un arrangement. « Si Reynaud tombe, disait-on partout, Laval prendra le pouvoir avec Pétain à ses côtés. (...) Par milliers d'exemplaires circulait un dépliant portant sur ses trois pages l'image du maréchal, d'abord en chef de la Grande Guerre, avec la légende : « Hier, grand soldat !... ensuite en ambassadeur : « Aujourd'hui, grand diplomate !... » enfin en personnage immense et indistinct : « Demain ?... »

Au moment de la déclaration de guerre, Pétain sait déjà qu'il va devenir le chef de la France. Ambassadeur à Madrid, il fait plusieurs voyages à Paris au début de 1940. En mars, il déclare à une source : « Ils auront besoin de moi dans la deuxième quinzaine de mai », et à une autre, « je crois que je ne resterai plus longtemps en Espagne ».

Quel est le grand plan poursuivi par ces comploteurs ? Selon Ulmann et Azeau, « cette bonne paix, entre gens du même monde, permettrait l'instauration en Europe d'un ordre nouveau, un ordre synarchique qui ne serait pas celui d'Hitler, ni de Mussolini, tombé au rang de faire valoir du Führer, mais l'ordre européen de von Papen et de Goering, celui de Lord Halifax, de Pierre-Etienne Flandin, de Ciano, de Franco », c'est-à-dire les vrais banquiers et négociants qui manipulent les fascistes.

Le général Beaufre raconte comment tout s'est joué en un jour. Au soir du 13 mai 1940, les Allemands attaquent à Sedan et franchissent la Meuse avec l'infanterie. Une fausse rumeur prétendant que le front a été enfoncé sème la pagaille, qui aboutit à la défaite.

Le général Guderian, qui dirigeait l'attaque de l'armée allemande, a déclaré après : « *Nous savions qu'entre Montmédy et Sedan, la puissante structure de la ligne Maginot faisait place à un système bien plus faible* ».

Le général Gamelin sera aussitôt remplacé à la tête de l'armée par le général Weygand, un autre synarchiste.

A Bordeaux, l'armistice

Dès lors, tout se précipite. Gamelin annonce la cessation des combats. Pétain et Weygand

se prononcent pour l'armistice. Le 15 juin, le gouvernement se déplace à Bordeaux, où Pétain, vice-président du Conseil, est entouré des synarchistes Bouthilliers, Baudoin, Alibert, Marquet, et aussi de Pierre Laval, plus proche des nazis que des synarchistes.

Dans quel état se trouvait Pétain à 84 ans, c'est l'historien Kammerer qui nous le dit : « *Défiant, Laval avait tout son plan politique fait et construit. Il comportait essentiellement «la mise en charte privée du maréchal», d'après lui «lucide seulement deux heures par jour et simple buste de parade». Un premier succès prometteur fut enregistré : on réussit à le chambrer, à le capturer. Marquet, le maire et député socialiste de Bordeaux, le sachant sensible à son confort, mit à sa disposition un appartement à l'Hôtel-de-Ville et il était chez lui aussi dans le cabinet du maire dont il se servit comme d'un bureau contre le chef du gouvernement. Ainsi, on pouvait agir sur le Maréchal de nuit et de jour et il ne s'en apercevait pas. Cela assit la certitude que tous les papiers lus par lui : déclarations, démission, étaient rédigés dans l'officine Laval-Marquet auxquels se joignit rapidement Bergery. »*

Les tensions au sein du gouvernement sont au plus haut. Certains veulent exiler le gouvernement en Afrique du Nord. Pétain et les synarchistes sont pour la signature de l'armistice et la politique de collaboration. Le 15 juin, Paul Reynaud démissionne par lassitude et recommande Pétain comme président du Conseil. A minuit, Baudoin demande à l'ambassade d'Espagne de transmettre aux Allemands le souhait du gouvernement Français d'entamer les négociations.

Le 10 juillet, c'est la mort de la République, le Parlement votera les pleins pouvoirs à Pétain : « *L'Assemblée nationale donne tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer, par un ou plusieurs actes, une nouvelle Constitution de l'Etat français. Cette constitution devra garantir les droits du travail, de la famille et de la Patrie. Elle sera ratifiée par la nation et appliquée par les Assemblées qu'elle aura créées. »*

Le 11 juillet, le maréchal Pétain signera trois actes : 1) il abroge la présidence et assume les fonctions de chef de l'Etat ; 2) il s'attribue tous les pouvoirs ; 3) il ajourne le parlement qui ne pourra plus se réunir que « sur convocation du chef de l'Etat ».

La « synarchie de gauche et même socialiste », comme le rapportent Ulmann et Azeau, se rallie à Pétain dans une déclaration de Charles Spinasse, qui fait mal encore aujourd'hui : « *Le Parlement va se charger des fautes communes. Ce crucifiement est*

nécessaire pour éviter que le pays ne sombre dans la violence et l'anarchie. Notre devoir est de permettre au gouvernement de faire une révolution sans que coule le sang. Si l'autorité du maréchal Pétain rend possible cette tâche, alors le don qu'il nous aura fait de sa personne n'aura pas été vain. Que notre décision soit sans appel : elle engage définitivement la France. (...) Nous avons cru à la liberté individuelle, à l'indépendance de l'homme. Ce n'était qu'une anticipation sur un avenir qui n'était pas à notre portée. Une nouvelle foi doit naître sur des valeurs nouvelles... »

Le fascisme financier

L'une des premières tâches sera la mise en coupe réglée de l'économie en faveur des financiers. C'est ici qu'entre en scène le groupe Worms, dont trois membres participent à la rédaction du texte de la loi du 16 août 1940 : René Belin, Jacques Barnaud, Bichellone. Elle instaure une véritable dictature étatiste de l'économie, avec des comités d'organisations pour chaque branche de l'industrie, dirigés par un seul chef et qui font l'intermédiaire entre l'Etat et les entreprises. Cette loi du 16 août donne tout pouvoir à l'Etat sur le patronat.

Avec la loi du 16 août 1940, « *la Synarchie bancaire se voit attribuer la totalité du pouvoir économique aux dépens de ceux qui en tenaient jusqu'alors les principaux leviers, c'est-à-dire le patronat industriel et ses organisations professionnelles. Tout se passe comme si, le 16 août 1940, à la faveur de la défaite, le patronat était passé entièrement sous la coupe des mafias bancaires ».*

Le 13 décembre 1940, Laval, le seul non synarque mais plus proche allié d'Hitler dans le gouvernement de Pétain, est éjecté du pouvoir et la Synarchie règne seule en maître sur les affaires de la France. Il sera remplacé au ministère des Affaires extérieures par Pierre-Etienne Flandin, que la City de Londres lui a préféré ! (Ce dernier sera d'ailleurs sauvé par l'Angleterre après la guerre.) Les nazis imposeront le retour de Laval aux affaires en 1942, lorsque l'effort de guerre russe et américain exige d'eux de prendre le contrôle total de la France.

Après Vichy

C'était la pétaudière de Vichy, comme disait François Mitterrand.

Le problème est qu'à la mort de Roosevelt, tout ce beau monde put réintégrer la société civile. En 1945, dans un texte intitulé *Doctrine d'une politique étrangère pour la France*, Alexandre Kojève, un

synarchiste franco-russe qui a joué un rôle central dans l'avènement de l'Union économique et monétaire européenne, propose que tous les adeptes de la Révolution nationale de Pétain soit réintégrés dans la société, car, même s'ils ont pu commettre des erreurs, ce sont des gens qui ont su aller au bout de leurs convictions...

John Foster Dulles, celui qui négocia avec Hjalmar Schacht, après la Première Guerre mondiale, la création des cartels pour le compte de JP Morgan et d'autres fortunes anglo-américaines, organise avec son frère Allen Dulles, le fondateur de l'OSS (l'ancêtre de la CIA), ce qu'on a appelé en anglais les « rat lines », ou « la route des monastères ». Ce sont les filières qui permirent à leurs alliés dans le camp fasciste de s'enfuir, échappant à tout jugement. Les changements de camp et les ralliements avaient commencé dès le début 1942, lorsque certains, réalisant qu'Hitler serait vaincu, ont commencé à prendre des contacts avec eux et à intégrer les réseaux de la Résistance. Aujourd'hui on les appelle les « vichisto-résistants ».

Parmi eux se trouvait un certain François Mitterrand, qui avait milité dans la Cagoule, ainsi qu'Eugène Deloncle, le dirigeant de cette organisation putschiste, et son financier, Eugène Schueller, magnat de la firme L'Oréal. La fille de ce dernier, Liliane, était mariée à un personnage qui allait jouer également un rôle de premier plan dans la post-guerre, André Bettencourt, qui avait été pendant la guerre le *propagandastaffel* allemand en France, directement sous la responsabilité de Goering. En 1942, Bettencourt rencontre Allen Dulles en Suisse et commence à organiser son passage du côté américain, ainsi que celui de ses proches parmi lesquels François Mitterrand. Bettencourt est revenu au pouvoir en France, surtout avec George Pompidou. Mais Mitterrand, à la fin de son mandat, aurait songé à le prendre comme Premier ministre, se désistant finalement par crainte que cela ne fasse ressortir tout son passé vichyste.

La synarchie de la post-guerre s'est employée aussi à recréer la situation qui existait dans les années 20 et 30, où la Banque de France, gérée par les 200 familles les plus riches, exerçait un pouvoir tyrannique sur

l'ensemble du pays, pesant de tout son poids sur le choix des gouvernants et de leurs programmes politiques. Comme vous pouvez le lire dans un article que j'ai écrit récemment sur l'histoire de l'Union économique et monétaire, on peut tracer un fil rouge entre l'Union économique et monétaire proposée par Jacques Delors en 1989, un projet élaboré par les banquiers centraux qui a donné le pouvoir monétaire à une Banque centrale européenne, indépendante de tout pouvoir politique, et certains milieux sortis tout droit de la synarchie vichyste des années trente. Les premiers à avoir conçu cette UEM étaient un certain Robert Marjolin, ainsi qu'Alexandre Kojève, émigré franco-russe qui remit au goût du jour la pensée de Hegel, notamment l'idée que ce qui doit déterminer la marche du monde est la dialectique du maître/esclave et la nécessité d'aller vers un empire universel homogène qui constituera la fin de l'histoire. Parmi les acteurs importants dans la création de cette UEM, tous ou presque étaient d'anciens synarchistes comme François Mitterrand, par exemple, ou liés à des synarchistes, comme Raymond Barre, un proche d'Alexandre Kojève.

Soixante ans après la fin de la guerre, comme nous pouvons le lire dans un article ci-joint, le capital financier a réussi à rétablir ce capitalisme basé sur la spéculation folle et le pillage des populations et des richesses de la nation, qui avait conduit au fascisme et à la Deuxième Guerre mondiale. A nous, cette fois, d'organiser une sortie de crise qui, comme dans le cas de Franklin Roosevelt aux Etats-Unis, permette la refondation de la République.

Bibliographie :

André Ulmann et Henri Azeau, « *Synarchie et Pouvoir* » chez Julliard.

Laurent Chemineau, « *L'Incroyable histoire de Lazard Frères* », Ed. Assouline.

Annie Lacroix-Riz, « *Le Choix de la Défaite* », Armand Colin.

Pierre Beaudry, Tony Papert « *Comment la Synarchie noyauta l'Etat français* », dans *Nouvelle Solidarité* du 27 janvier 2006.

L'union économique et monétaire européenne

Ces Français qui ont ouvert l'Europe aux financiers anglo-américains

par Christine Bierre

Une quinzaine d'années après l'adoption du traité de l'Union économique et monétaire (UEM), en 1989, les citoyens français et hollandais ont enfin décidé, lors des référendums sur le Traité constitutionnel européen, d'arrêter net cette évolution qui se traduit non seulement par un blocage total des résultats économiques des pays membres, mais par une forte baisse de l'emploi et du niveau de vie des citoyens depuis une trentaine d'années. Comme le disait Abraham Lincoln, heureusement, on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps !

Le rejet du Traité constitutionnel a été l'occasion de nous plonger une fois de plus dans les origines de l'UEM. L'article qui suit est le fruit de ce regard nouveau sur l'histoire de l'UEM, terriblement éclairant sur les raisons ayant conduit à l'appauvrissement sensible des populations et des nations et à l'enrichissement éhonté, au contraire, des pouvoirs financiers.

Analysée de ce point de vue, l'histoire de l'UEM est, à vrai dire, passionnante, car elle touche à tous les points névralgiques ayant défini l'évolution de l'histoire de notre continent depuis les années trente. Elle nous amène vers ces milieux financiers, synarchistes, essentiellement anglo-américains mais aussi continentaux européens, qui ont soutenu la montée d'Hitler au pouvoir, avant de le quitter au moment où celui-ci choisit de se retourner contre l'Europe de l'Ouest avant de donner l'assaut contre l'Union soviétique. Ce sont ces mêmes milieux qui, ayant rallié Franklin Roosevelt seulement le temps de vaincre les nazis, réinvestiront dès sa mort les centres du pouvoir et se trouveront à l'origine de toutes les initiatives ayant abouti à la création de l'UEM. L'histoire de l'UEM nous fera apprécier de nouveau, même si ce n'est pas le but de cet article, toute l'importance de Charles de Gaulle, individu exceptionnel qui seul, avec l'aide du chancelier

allemand Konrad Adenauer, a bravé cette faction des financiers d'empire, renforçant, au contraire, les nations, les peuples et l'idée d'un monde basé sur une alliance de nations souveraines fondée sur une communauté de principes. L'histoire de l'UEM nous oblige, enfin, à revoir ces heures peu glorieuses où la France de François Mitterrand planta un couteau dans le dos de son alliée privilégiée, l'Allemagne, au moment où l'histoire avait donné à ce pays, écartelé par la Deuxième Guerre mondiale, une chance de retrouver son unité. Les lecteurs de cet article seront enfin très surpris de découvrir que cette UEM qui nous a été présentée comme un rempart contre les néo-conservateurs américains, a été, en réalité, bâtie très précisément par les mêmes cercles qui les ont portés au pouvoir dans ce pays !

Tant que la France n'aura pas fait marche arrière toute de cette politique pour rétablir une orientation économique en accord avec ses traditions historiques, c'est-à-dire un système proche de celui des « Trente Glorieuses » où l'Etat, grâce à son contrôle de la banque nationale et à l'émission de crédit public, réoriente l'argent vers l'investissement productif dans la recherche, la haute technologie, les infrastructures et le plein emploi productif, notre pays continuera à s'appauvrir et à perdre son rang.

Il faut savoir que le Traité de Rome, adopté par un noyau de six pays européens, le 25 mars 1957, ne prévoyait rien en matière d'union économique et monétaire, ni surtout rien qui implique un transfert de souveraineté vers une institution supranationale. Seuls quelques articles très généraux s'aventuraient dans ce domaine : l'article 104 tenait chaque État membre pour responsable de pratiquer « *la politique économique nécessaire en vue d'assurer l'équilibre de sa balance globale des paiements et de maintenir la confiance dans sa monnaie, tout en veillant à assurer un*

haut degré d'emploi et la stabilité du niveau des prix. » ; l'article 105 créait un « comité monétaire », mais dont le rôle était « purement consultatif » ; l'article 107 prévoyait que « chaque État membre traite sa politique en matière de taux de change comme un problème d'intérêt commun ». Seul l'article 108 ouvrait la porte à des mesures financières supranationales en stipulant qu'en cas « de menace grave de difficultés dans la balance des paiements d'un État membre (...) susceptibles notamment de compromettre le fonctionnement du Marché commun, la Commission procédera à un examen et recommandera des mesures à l'État intéressé ». Si elles s'avéraient insuffisantes, elle « recommande au Conseil, après consultation du Comité monétaire, le concours mutuel et les méthodes appropriées » et le Conseil, « statuant à la majorité qualifiée, accorde le concours mutuel. »

L'histoire de l'UEM est celle des tentatives successives de l'oligarchie financière d'obtenir que les Etats-nations membres acceptent de transférer leur pouvoir souverain en matière d'économie et de finance vers une institution supranationale dominée par les pouvoirs financiers. Robert Marjolin, l'une des figures qui a le plus contribué à cette Europe de la finance, le dit clairement dans son autobiographie (1) en évoquant, en 1974, la raison pour laquelle ces idées ont fait peu de progrès depuis le traité de Rome : « *On semblait penser que l'UEM était une simple extension ou un approfondissement de l'union douanière, sans voir que les deux concepts étaient profondément différents. L'union douanière suppose simplement « que les gouvernements renoncent (...) à utiliser dans la poursuite des intérêts nationaux, les instruments de la politique commerciale, droits de douane et restrictions quantitatives... ».* Dans une UEM, par contre, « *les gouvernements nationaux remettent à des institutions communes l'emploi de tous les instruments de la politique monétaire et de la politique économique* ». »

Les conceptions d'empire sous-jacentes à l'Union économique et monétaire européenne

C'est au sommet de Strasbourg du 8 décembre 1989 que l'Europe a donné le feu vert à l'adoption du traité de l'Union économique et monétaire, dont le projet avait été élaboré par une commission dirigée par Jacques Delors, alors président de la Commission économique européenne. En 1990, une conférence intergouvernementale sur l'UEM établira un processus par étapes qui aboutira aux traités de Maastricht de 1992, d'Amsterdam, en 1997, avec son corollaire, le Pacte de stabilité, à l'établissement de la Banque

centrale européenne indépendante et à l'euro à partir de 1999. Historiquement, cependant, la première pierre de ce processus fut posée par le « Programme d'action pour le deuxième étage de la Communauté économique européenne (1962-65) », présenté par la Commission aux gouvernements des pays membres, le 24 octobre 1962. Bien que l'introduction de ce texte soit de la main de Walter Hallstein, président en exercice de la Commission, les sections avaient été rédigées par les différentes directions de la CEE en charge de ces dossiers. Robert Marjolin, vice-président français de la Commission économique européenne, chargé des questions économiques et financières, était à l'origine des sections touchant aux questions économiques et financières.

Inconnu de la plupart des Français aujourd'hui, au regard de l'importance que l'UEM a pris dans la vie des nations et des citoyens européens, Robert Marjolin est, avec quelques autres sur lesquels nous nous attarderons dans cet article, l'un des individus clés ayant exercé un rôle particulièrement néfaste dans l'histoire récente de l'Europe.

Les aspects plus publics de sa vie sont bien connus. Européaniste convaincu et proche des Etats-Unis, la carrière de Robert Marjolin se déroule sous le parrainage de Jean Monnet, qui en fit le chef de la mission d'achats française aux Etats-Unis pendant la guerre, l'appela auprès de lui, en 1945, au Commissariat au Plan et lui ouvrit, entre 1948 et 1951, une grande carrière européenne en le faisant nommer à la tête de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), qui distribuait les aides du plan Marshall à toute l'Europe. De 1958 à 1967, Robert Marjolin devient viceprésident de la CEE en charge de l'économie et des finances.

Mais ce sont les aspects plus sombres de sa vie, qui le lient sans aucun doute au coeur même de l'oligarchie financière anglo-américaine et à ses plans d'Empire mondial, qui sont plus importants pour cet article (voir ci-contre). En effet, cet homme d'origine très modeste qui déclare à propos de sa vie : (1) « *Ce que je désirais confusément, c'était sortir de la masse, me faire reconnaître comme étant quelqu'un* », gravira tous les échelons sociaux pour devenir un serviteur de cette oligarchie au plus haut niveau. Des milieux de la synarchie bancaire d'avant-guerre, jusqu'aux dernières années de sa vie où il rejoint les comités d'administration de quelques-unes des très grandes multinationales anglo-hollandaises et américaines, telles Royal Dutch Shell (Prince Bernhard) et la Chase Manhattan Bank (David Rockefeller), la carrière de Robert Marjolin a été faite en grande partie sou le

contrôle des grandes familles de l'oligarchie, dont la famille Rockefeller et le groupe de Bilderberg.

Très important pour comprendre comment ces cercles financiers finirent par prendre le contrôle des finances européennes en 1989, via l'UEM, c'est le fait qu'en 1945, Robert Marjolin introduira son ami, le philosophe franco-russe Alexandre Kojève, à la Direction des relations économiques extérieures (DREE) un poste stratégique à partir duquel Kojève agira dans l'ombre, pendant une vingtaine d'années, en faveur de ces intérêts impériaux (voir ci-contre). Egaleme nt inconnu du public français, c'est pourtant lui qui imposa les conceptions d'Empire sous-jacentes à l'ensemble de la construction européenne et dont les populations européennes ignorent tout ! Convaincu que depuis Napoléon, les Etats-nations n'avaient plus aucune chance de faire face seuls aux défis de la guerre, Alexandre Kojève militait ouvertement en faveur de la constitution d'ensembles régionaux bâtis dans l'interdépendance, des empires régionaux qui, à la fin des temps, viendraient constituer un « empire universel et homogène » ! Alexandre Kojève, Bernard Clappier, son directeur à la DREE, et Olivier Wormser, un autre proche de Marjolin, chef de la direction économique et financière du Quai d'Orsay, agiront depuis l'intérieur de la bureaucratie, en faveur de ces conceptions supranationales, souvent à l'insu de leurs propres gouvernements. Sous la IVème République, en l'absence d'un pouvoir politique fort, ils jouissent d'une liberté de manoeuvre quasi absolue.

Avec Leo Strauss, le philosophe allemand exilé aux Etats-Unis en 1933 où il fonda une célèbre école à l'Université de Chicago, et Carl Schmitt, le juriste attitré des nazis, Alexandre Kojève fait partie d'un autre trio aussi néfaste que celui-là. Ensemble, ces trois « philosophes » seront les inspirateurs de l'idéologie des néo-conservateurs au pouvoir aujourd'hui aux Etats-Unis, étrange concoction des conceptions réactionnaires de Hobbes, de Nietzsche et de Hegel.

Du programme d'action de Robert Marjolin en 1962 au Plan Delors de 1989

C'est donc ce groupe d'hommes que nous retrouvons à l'origine du « Programme d'action pour le deuxième étage de la Communauté économique européenne (1962-65) ». Les propositions faites dans ce programme avaient d'abord été élaborées et présentées conjointement par Robert Marjolin et un économiste belgo-américain, membre de l'une des organisations les plus importantes de l'élite américaine, le Conseil des relations extérieures de New York, et

conseiller économique du Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe de Jean Monnet (ACUSE). Dans un ouvrage datant de 1957, avant même la création du Marché commun, Robert Triffin appelait déjà les Européens à aller dans la direction d'une Union économique et monétaire !

Peu avant le Programme d'action de 1962, Triffin et Robert Marjolin avaient fait une proposition conjointe pour la création d'un « Fonds de réserve européen » devant être nourri par 10 % des réserves des banques centrales, destiné à donner à la bureaucratie de Bruxelles un rôle financier indépendant et supranational par rapport aux Etats membres. Ils proposaient également la création d'une nouvelle unité de compte européenne. Le Programme d'action de 1962 se proposait de réformer le traité de Rome, dans le sens d'une interprétation maximaliste de l'article 108, ouvrant la voie à la réalisation d'une Union économique et monétaire. Le deuxième étage proposé pour la période 1962-65 exigeait des consultations préalables avant toute opération monétaire importante. Le troisième étage, couvrant la période 1965-1969, proposait déjà une Union économique et monétaire imposant des taux fixes entre les monnaies et une politique monétaire préfigurant la rigidité de l'UEM de 1989.

Peu de ces propositions furent adoptées, car de Gaulle s'opposa vigoureusement à toutes les tentatives de la Commission de s'arroger un pouvoir supranational. Cependant, en 1964, le Conseil européen accepta de créer un comité des gouverneurs de banques centrales et de coordonner à moyen terme les politiques budgétaires. C'était déjà une victoire importante pour les financiers car, comme Robert Marjolin devait le déclarer lors du premier comité des gouverneurs de Banques centrales : « *La question centrale était identifiée comme le mouvement vers la création d'une Union monétaire.* »

Les plans Barre et Werner des années soixante

Profitant d'un climat monétaire très dégradé à l'échelle internationale, une nouvelle offensive aura lieu à la fin des années soixante. Dans un mémorandum qu'il rédigea lui-même en 1969, Raymond Barre, futur Premier ministre, nous apprend que c'est « avec une très grande discrétion », étant donné les implications de telles politiques sur l'Europe, qu'un mémorandum confidentiel fut présenté par la CEE au sommet des ministres des Finances européens, réuni à Rome en février 1968. Ce « Mémorandum pour une action communautaire dans le domaine monétaire »,

inspiré par le Programme d'action de 1962, allait, en effet, très loin. Il proposait entre autres 1) d'obliger les « Etatsmembres à ne faire aucun changement dans les parités des monnaies, sauf par un accord préalable », 2) de « définir une unité de compte devant être utilisée dans toutes les actions de la Communauté ayant besoin d'un dénominateur commun ».

Cependant, Raymond Barre enterra ce projet, non pas pour des raisons de fond, mais par crainte que les Etats, la France en particulier, ne soient pas encore prêts à franchir le pas vers la supranationalité et qu'à vouloir aller trop vite, une telle approche ne réveille les réflexes nationaux, empêchant tout progrès. Barre avait remplacé entre-temps Robert Marjolin en tant que vice-président français de la CEE, chargé des questions économiques et financières.

Dans son mémorandum proposé le 12 février 1969, Barre revient à la charge, de façon plus prudente, et endosse tous les progrès réalisés vers l'UEM, dont il nous rappelle que les lignes principales ont été définies dans le chapitre VIII du Programme d'action de Marjolin. Le plan Barre « réaffirme le contenu du mémorandum de 1968 » et propose d'aller au-delà 1) en renforçant la coordination dans les politiques économiques à moyen terme, en particulier en matière de production, d'emploi, de salaires et de balance des paiements. 2) en établissant des « consultations préalables obligatoires sur les politiques à court terme » et 3) en continuant à construire les instruments d'une politique monétaire européenne. Moins ambitieux que ceux de Marjolin, Triffin et les autres, ce projet était plus insidieux, car de façon très pragmatique, il incitait les gouvernements européens à accepter une coordination économique et monétaire « supranationale » de plus en plus grande.

Là encore, ce n'est pas un hasard de retrouver Raymond Barre dans ce rôle. Barre était lui aussi un collaborateur et proche ami de Robert Marjolin et d'Alexandre Kojève. L'élogieuse préface à l'autobiographie de Marjolin, *Le travail d'une vie – Mémoires 1911 – 1986*, est de Raymond Barre. L'ancien Premier ministre était aussi très proche d'Alexandre Kojève, comme il le dit lui-même dans un entretien publié par Dominique Auffret dans son ouvrage *Alexandre Kojève - La philosophie, l'Etat, la fin de l'Histoire*. Barre y affirme avoir rencontré Kojève en 1948 lorsque lui-même a fait son entrée à la DREE, où Kojève était chargé de mission dans le service qui suivait les relations de la France avec l'OECE, organisme dirigé par son ami Robert Marjolin. Barre fait état à plusieurs reprises de la « forte influence » intellectuelle que Kojève exerça sur lui et il

évoque ses discussions avec l'émigré franco-russe, qui portaient déjà sur la libéralisation des échanges entre les pays de l'OECE et sur la préparation de l'UEM. Raymond Barre révèle aussi que dans les années 60, Kojève était un fervent partisan de la création de zones économiques régionales. Pour lui, « les économies repliées sur elles mêmes, les tarifs douaniers, les entraves à l'échange de marchandises, tout cela était dépassé », dit Barre, qui ajoute que Kojève croyait à « l'interdépendance inévitable entre les économies », « une idée qu'il puisait dans sa vision de la fin de l'histoire », c'est-à-dire l'idée inspirée de Hegel qu'un jour, les empires régionaux viendraient faire partie intégrante d'un empire universel homogène.

Le Sommet de la Haye de 1969

C'est le sommet de La Haye de décembre 1969 qui mettra sur la table un projet beaucoup plus ambitieux, préfigurant déjà l'UEM de 1989. Plusieurs facteurs nouveaux, dont l'intensification des désordres monétaires internationaux qui aboutiront à la mort du système de Bretton Woods en 1971, sont à l'origine de cette nouvelle offensive. L'autre facteur majeur est le fait que de Gaulle ait alors quitté le pouvoir, remplacé par un George Pompidou qui était loin d'avoir la même hauteur de vues. Proche de l'Angleterre et des milieux financiers, Pompidou commit l'erreur monumentale de faire entrer l'Angleterre dans le Marché commun, entrée qui marque le premier recul notable des économies européennes et la fin de la conception « carolingienne » du gaullisme.

Côté allemand, c'est Willy Brandt, un européeniste convaincu, qui prit les rênes du pouvoir. Dans un rapport sur l'histoire de l'UEM pour la Banque nationale de Belgique, Yvo Maes nous confirme quelles ont été les sources de cette nouvelle initiative : « *Le fait que Willy Brandt soit devenu chancelier allemand était très important. Brandt était un fédéraliste européen convaincu et très favorable à l'UEM, tout comme Gaston Eyskens (Belgique) et Pierre Werner (Luxembourg). Brandt était membre du Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe de Jean Monnet, qu'il a consulté avant de préparer le sommet de La Haye. Monnet a fait appel à Triffin qui a rédigé la proposition pour un Fonds monétaire européen.* »

A ce sommet, les chefs d'Etats demandèrent à Pierre Werner, Premier ministre luxembourgeois, d'établir un projet en vue de la création d'une Union économique et monétaire. Le plan Werner, présenté en 1970 sous le titre *L'Europe en route vers l'Union monétaire*, se situe, encore une fois, dans la continuité

du Programme de Marjolin de 1962, y compris la « proposition de Robert Triffin et de Robert Marjolin de 1958 pour la création d'un Fonds de réserve européen, fin ultime d'une politique économique et monétaire commune ». Il propose la création par étapes, sur une période de sept à dix ans au plus, d'une Union économique et monétaire prévoyant la mise en oeuvre d'un mécanisme réduisant les fluctuations des taux de change ; la définition d'une unité de compte européenne dont l'usage serait d'abord facultatif et pragmatique, pouvant favoriser, entre autres, le développement d'un marché financier européen autonome ; la création d'un Fonds de coopération monétaire européen permettant d'organiser les concours financiers destinés aux opérations de financement à court et à moyen terme de la Communauté.

Dans la septième étape, ce Fonds se transformerait en Fonds de réserve européen, aux compétences largement étendues, et Pierre Werner nous dit que *« conformément au plan du professeur Triffin, patronné par le Comité Monnet, les banques centrales détiendraient sous forme de dépôts une proportion déterminée de leurs réserves monétaires globales. Les dépôts seraient libellés en unités de compte. »* Werner ajoute, quant à ces dernières propositions, *« que l'usage de l'unité de compte européenne nous rapproche notablement d'une ultime étape, à savoir la centralisation définitive de la politique monétaire et la substitution d'une monnaie européenne, de compte et de circulation, aux monnaies nationales. Cela ne se fera sans doute qu'en fonction d'une intégration politique plus poussée ».*

Indiquant que les objectifs poursuivis par ces « pères » de l'Europe financières étaient tout sauf « idéaux », une note sur la liberté de circulation des capitaux, annexée au rapport Werner, appelle les Etats à adopter des mesures contribuant à l'émergence d'un marché des capitaux européen, dont l'origine serait le marché de l'euro-dollar.

On voit, enfin, dans le plan Werner, une forme d'extrémisme monétaire, combinant à la fois une liberté absolue dans la circulation des biens, des personnes et des capitaux, avec un rigorisme extrême au niveau du contrôle monétaire et budgétaire par une agence unique, supranationale. Trois conditions seraient nécessaires à une UEM : *« Une convertibilité totale et irréversible des monnaies entre elles ; la libération complète des mouvements de capitaux et l'intégration complète des marchés bancaires et autres marchés financiers, l'élimination des marges de fluctuation et la fixation irrévocable des parités. »*

Heureusement pour l'Europe d'alors, la crise

monétaire qui aboutit à la fin du système de Bretton Woods mit en veilleuse tous ces projets jusqu'à la création du serpent monétaire européen en 1972 et du Système monétaire européen de 1978, qui obéissent cependant à une logique différente. En effet, il s'agit là d'une défense des économies européennes, dans un monde où le flottement des monnaies et la globalisation ont de graves répercussions sur les économies, plutôt que d'une volonté de créer une UEM supranationale.

Du Plan Werner au Plan Delors, le témoignage de Hans Tietmeyer, ancien gouverneur de la Bundesbank

Le témoignage de Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank entre 1993 et 1999, sur certains moments clés de l'histoire de l'UEM est particulièrement instructif, étant donné sa défense systématique et éhontée du point de vue des banques contre celui des peuples. Dans un discours prononcé à l'Académie royale irlandaise de Dublin, le 26 avril 2005, Tietmeyer, qui avait fait partie du groupe Werner, souligne que le « vrai tournant en U pour la politique monétaire européenne » a démarré en 1983, *« lorsqu'un fort conflit a éclaté à l'intérieur du gouvernement concernant l'orientation future de la politique intérieure. C'est le nouveau ministre des Finances, Jacques Delors, qui finit par gagner le soutien du président Mitterrand à un changement fondamental de la politique intérieure française et de la politique monétaire, en direction d'une orientation soutenue vers la stabilité. »*

On se souvient de ce conflit, résolu avec l'adoption par François Mitterrand du « tournant libéral », une désastreuse politique de rigueur qui caractérisa toute sa présidence par la suite. En 1981, fraîchement élu, Mitterrand lance une politique radicale de nationalisation des banques et grandes industries. Pas moins de trente-six banques seront nationalisées, y compris les deux les plus importantes, Paribas et Suez, ainsi que sept grands groupes industriels, parmi lesquels Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Pechiney et Usinor. Sous couvert d'une politique radicalement de gauche, l'offensive de François Mitterrand avait surtout pour but de remplacer les vieux gaullistes par de jeunes fonctionnaires socialistes ou par des bureaucrates plus « européenistes », plus ou moins liés aux cercles de l'Internationale socialiste.

Fin 1982, suite à ces politiques, qui ne sont pas soutenues par une stratégie cohérente de développement industriel, l'économie française est exsangue, la fuite

des capitaux massive et le chaos menace. Un conflit éclate au gouvernement, avec d'un côté Jean-Pierre Chevènement et Laurent Fabius, favorables à la sortie de la France du SME et au flottement du franc, de l'autre, Jacques Delors et Pierre Mauroy, partisans de s'y maintenir mais en adoptant une politique d'austérité féroce. C'est alors que Jacques Delors fait appel aux services de son ami Michel Camdessus pour convaincre Laurent Fabius d'abandonner sa position, ce qu'il fit en montrant à Fabius que, les coffres de la France étant désespérément vides, elle serait bien incapable de soutenir sa monnaie face à la moindre attaque. Convaincu, Fabius abandonne et Mitterrand s'embarque dans les politiques de rigueur de Jacques Delors, avec un premier plan en 1982, un deuxième en 1983 et un troisième en 1984. Ces politiques ont fait du Mitterrand d'alors l'un des présidents les plus impopulaires de l'histoire de France, en compétition seulement avec Jacques Chirac pendant son deuxième mandat, et pour les mêmes raisons...

En 1985, Jacques Delors est nommé à la présidence de la Commission européenne où il restera jusqu'en 1995, mettant toute son énergie au service de la cause de la supranationalité européenne. C'est sous la présidence de la CEE par Jacques Delors que les milieux financiers réussirent enfin à imposer la monnaie unique et l'abandon total de la souveraineté monétaire par les Etats membres, au profit d'une Banque centrale européenne indépendante, dont la politique est définie par les marchés financiers.

Mais c'est en 1988 que l'histoire de l'UEM s'emballe. Selon Tietmeyer, « *un développement plus significatif eut lieu quand nous, en Allemagne, avons reçu des informations confidentielles concernant de possibles changements de la position française. Celles-ci indiquaient que la France pourrait et serait prête à envisager le transfert de la politique monétaire nationale vers une institution supranationale telle que la Banque centrale européenne* ». Sur la base de cette information, la présidence allemande de la CEE proposa alors, au sommet de Hanovre de juin 1988, la création d'un groupe chargé d'élaborer un plan par étapes vers une Union économique et monétaire sous la direction de Jacques Delors.

Le Plan Delors de 1989

Le plan Delors a été présenté au sommet de Madrid de 1989. C'était tout ce que la faction synarchiste avait espéré depuis le début. Dans une

continuité parfaite, le plan Delors part des prémisses du plan Werner et se situe, une fois de plus, dans les orientations du Programme d'action de 1962, dont il présente encore, en option, la vieille proposition de Robert Triffin/Marjolin pour la création d'un Fonds de réserve européen !

Il établit un plan entre trois phases pour aboutir à la création d'une monnaie unique et d'une instance unique de décision monétaire en Europe, auprès de qui les Etats membres auront abdiqué tout pouvoir de décision dans ce domaine : c'est le Système européen de banques centrales, chapeauté par la Banque centrale européenne, indépendante des pouvoirs politiques et menant une politique définie par les marchés financiers. Notons la forte influence, dans tous ces schémas, de l'économiste Robert Mundell, concepteur des « zones monétaires régionales optimales » où l'on trouve combinées une dérégulation totale pour ce qui est de la circulation des biens, des personnes et des capitaux, et des contraintes extrêmement rigides pour ce qui est de la politique budgétaire et de l'endettement.

Soulignons également le caractère totalement libéral de ce Traité qui s'engage à garantir une concurrence totale et non faussée, à limiter strictement les « subsides publics en faveur de certains secteurs », à interdire l'intervention des pouvoirs publics auprès de la Banque centrale européenne et proclame que « la flexibilité des salaires et la mobilité de la main d'oeuvre sont nécessaires pour éliminer les différences de compétitivité parmi les différents pays et régions ».

Il faut noter que le groupe qui a élaboré le plan Delors était presque exclusivement composé de banquiers centraux ! A la demande expresse de Jacques Delors, les ministres des Finances des gouvernements élus par les peuples ont été écartés de ce comité, car Delors craignait l'hostilité de plusieurs d'entre eux à son projet. Le comité fut donc composé des douze banquiers centraux des pays membres, ainsi que de trois experts « indépendants » : Alexander Lamfalussy, alors directeur de la Banque des règlements internationaux (BRI), Niels Thygesen, un économiste danois proche de Robert Mundell et de son groupe de Sienna, et Miguel Boyer, du Banco Exterior de Espana. Parmi les banquiers centraux ayant participé à ces travaux du côté allemand, certains, dont Karl Otto Pöhl, président de la Bundesbank (1980-1991), qui termina sa carrière dans le comité de conseillers du groupe Carlyle, associé à la famille Bush, et Hans

Tietmeyer (1993-1999), sont parmi les soutiens les plus acharnés des pouvoirs financiers. La France, elle, était représentée par Jacques de la Rosière.

La réunification de l'Allemagne et l'indépendance de la BCE

Au sommet de Madrid du 26-27 juin, d'où la première phase de l'UEM fut lancée à partir du 1er juillet 1990, il y avait encore beaucoup de voix divergentes. En France, par exemple, Pierre Bérégovoy, alors ministre de l'Economie, était favorable à une monnaie commune pour les transactions en dehors de l'Union européenne, alors que Mitterrand et Delors étaient favorables à une monnaie unique. Margaret Thatcher refusa d'engager la Grande-Bretagne, pendant que le chancelier Helmut Kohl hésitait beaucoup à abandonner le deutsch-mark.

Il faudra attendre le sommet de Strasbourg de décembre 1989 pour que Kohl, au milieu des grandes tensions provoquées par la chute du Mur et la réunification de l'Allemagne, accepte d'abandonner le mark et de se soumettre à l'UEM, tout en exigeant de ses partenaires une BCE indépendante des pouvoirs publics, sur le modèle de la Bundesbank.

L'histoire est officielle depuis la publication par Jacques Attali de *Verbatim*, ses mémoires de l'époque où il était l'éminence grise de François Mitterrand. Craignant de perdre sa place politique prépondérante en Europe, la France s'est opposée à la réunification de l'Allemagne et a même tenté de l'empêcher, et quand ceci est devenu impossible, elle a obligé son allié à accepter l'UEM, sachant qu'elle allait totalement à l'encontre des intérêts bien compris de l'Allemagne - comme de la France, ajoutons-nous. Claire Tréan, dans *Le Monde* du 14 octobre, décrit avec acuité le sentiment qui régnait au sein du gouvernement français sur cette question épineuse : « *Le sujet est extrêmement sensible. (...) Chaque mot peut réveiller en France des frayeurs endormies, la hantise plus ou moins consciente de voir 75 ou 80 millions d'Allemands proclamer l'avènement du « quatrième Reich »* » (sic). C'étaient les positions géopolitiques de Margaret Thatcher, étrangement proches aussi de l'esquisse d'Alexandre Kojève.

Questionnés sur le fait que la France avait exigé l'adhésion de l'Allemagne à l'UEM et à l'euro comme condition à la réunification allemande, deux des plus proches collaborateurs de François Mitterrand ont confirmé les faits. Dans un entretien à la revue *Limes* (1998), Hubert Védrine déclarait : « *L'idée d'Union économique et monétaire était dans l'air*

depuis les années 70, avec le plan Werner. (...) C'est le contexte particulier créé par le début de la réunification, la force déjà établie de la relation personnelle entre François Mitterrand et Helmut Kohl, leur vision commune de l'avenir et de l'Europe, qui a permis la vraie décision, à Strasbourg, en décembre 1989, dont tout le reste découle. » A la même question, Jacques Delors a répondu en souriant que « les grandes idées peuvent parfois être servies par les circonstances, par l'habileté tactique et politique » ! Dans un entretien disponible sur Internet*, Jacques Jessel, un diplomate français de haut rang qui connaît bien l'Allemagne, rapporte aussi les propos très intéressants tenus par le chancelier Kohl à un interlocuteur français sur les ultimes négociations aboutissant à l'UEM. Ce dernier les a ensuite rapportés à Jessel : « *Les seuls deux points qui intéressaient François Mitterrand étaient le droit de vote pour les étrangers et (...) la détermination de la date finale pour l'introduction de la monnaie unique* ».

En échange de l'accord pour l'UEM, l'Allemagne exigera de son côté que la Banque centrale européenne soit indépendante des pouvoirs politiques.

L'oligarchie financière internationale

C'est ainsi que la France et l'Allemagne ont été amenées toutes deux à adopter les pires politiques de la synarchie financière internationale, politiques qui aboutissent aujourd'hui à la mise en coupe réglée par la finance de l'économie productive et des populations européennes.

Comme on l'a vu depuis le début, les empreintes de l'oligarchie financière internationale apparaissent tout au long de l'histoire de l'UEM. Parmi les groupes les plus en vue, mais jouant probablement seulement le rôle de porte-parole de l'ensemble de l'oligarchie, la Fondation Rockefeller et le Groupe de Bilderberg, fondé par David Rockefeller et le Prince Bernhard de Hollande. A partir de 1973, la Commission trilatérale militera publiquement pour un monde globalisé divisé en trois zones régionales - Etats-Unis, Europe et Asie - vision d'ailleurs tout à fait cohérente, non seulement avec les objectifs impériaux de Kojève, mais aussi avec les projets monétaires de Robert Mundell et de son groupe de Sienna. Ce n'est donc pas un hasard si on retrouve Marjolin et Barre, et leurs proches, parmi les membres de la Commission trilatérale. Sept autres membres de cette Commission viennent du club Jean Moulin, dont faisait partie Jacques Delors et où l'on retrouvait aussi, outre Michel Crozier qui a co-signé un ouvrage avec Samuel Huntington, des « chrétiens sociaux » qui s'étaient distingués avant guerre dans les

décades de Pontigny ou à l'école des cadres d'Uriage de la Révolution nationale, Paul Delouvrier et François Bloch-Lainé. L'Institut Aspen, où l'on retrouve encore Barre et Delors, ainsi que Michel Pebereau, de la BNP Paribas, est une pépinière de ce type de réseau, alors qu'au Bilderberg, on retrouve Jean-Claude Trichet, président en exercice de la BCE, et Henri de Castries, président d'AXA et haut représentant du « parrain » du capitalisme français, Claude Bébéar.

Ayant apporté une contribution non négligeable au

rejet par les citoyens français du Traité constitutionnel européen, nous prenons ici l'engagement solennel de poursuivre notre combat jusqu'à la révocation de ce Traité et au retour de la France à des politiques nationales et européennes conformes aux besoins des populations.

Documentation complémentaire

MARJOLIN, Robert. Le travail d'une vie, Mémoires (1911-1986). Paris, Robert Laffont, 1986.

Robert Marjolin, une vie au service de l'oligarchie financière anglo-américaine

L'économiste Robert Marjolin constitue l'un des meilleurs fils rouges que nous possédons pour suivre les politiques promues par l'oligarchie financière anglo-américaine et ses alliés continentaux, depuis les années trente jusqu'à sa mort en 1986.

Issu d'une famille très modeste, ce sont les deux représentants de la Fondation Rockefeller en France, Célestin Bouglé, directeur de l'École normale supérieure et fondateur du Centre de documentation sociale, et Charles Rist, économiste de renom international, sousgouverneur de la Banque de France avant la guerre et fondateur de l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES), qui l'ont promu à un rôle de premier plan sur la scène internationale.

C'est alors qu'il passait son oral à la Sorbonne que Bouglé « repère » Marjolin. En 1932, il lui obtient une bourse aux Etats-Unis, à la Fondation Rockefeller, pour étudier les rapports entre la culture et la personnalité. En 1933, Bouglé présente Marjolin à Rist qui en fera son principal collaborateur à l'IRES.

Ses liens avec la Fondation Rockefeller propulsent Marjolin dans cet univers glauque d'avant-guerre qui fournira ses troupes à la Révolution nationale de Vichy. Cependant, tous n'ont pas collaboré avec les nazis, certains finissant par choisir, in extremis, d'entrer en résistance avec Churchill, lorsqu'ils se sont aperçus qu'Hitler avait décidé de s'attaquer à l'Europe de l'Ouest avant de s'en prendre à l'Union soviétique.

Bien que se réclamant du socialisme – Marjolin fut chargé de mission auprès de Léon Blum en 1936 dans le premier gouvernement du Front populaire – il pratique le grand écart entre ces idées et les groupes

économiques les plus libéraux, voire même avec les milieux planistes inspirés par le néo-fasciste belge Henri de Man. En tant que principal collaborateur à l'IRES, Marjolin faisait de fréquents voyages à Londres pour travailler avec la London School of Economics, où la Fondation Rockefeller finançait déjà les économistes qui allaient fonder en 1947 l'infâme Société du Mont-Pèlerin, Lionel Robbins et Friedrich von Hayek. Dans son autobiographie*, Marjolin dira tout le bien qu'il pense du « Reform Club » et de ces milieux où il « retrouvait d'excellents amis anglais » dont « Lionel Robbins ».

Marjolin sera aussi de ceux qui fondèrent l'organisation qui a préfiguré l'ultra-libérale Société du Mont-Pèlerin. Dès 1938, « Le colloque Walter Lippmann », organisé par le philosophe et économiste Louis Rougier, donna lieu à la création du Centre international d'études pour la rénovation du libéralisme. Lippman, un publiciste américain, venait de publier un livre, *The Good Society*, qui avait fait fureur, renvoyant dos à dos socialisme et fascisme pour ce qui était du contrôle des moyens de production, mais proposant d'encadrer le libéralisme économique par un cadre juridique et policier tout aussi autoritaire. Sur les vingt-six personnalités présentes à la fondation de la Société du Mont-Pèlerin, en Suisse, en 1947, seize, dont les principales, avaient déjà participé à ce colloque d'avant-guerre à Paris, dont : Friedrich von Hayek, Ludwig von Mises, Walter Lippmann, M. Polany, et Walter Röpke. Parmi les Français, outre Louis Rougier, on trouvait sans surprise Raymond Aron, Robert Marjolin et Jacques Rueff qui, plus tard, travaillera avec de Gaulle. Notons que l'existence de ce colloque fut longtemps occultée par les fondateurs de la Société du Mont-Pèlerin en raison des liens très

étroits entretenus par Louis Rougier avec le régime de Vichy. Lionel Robbins aurait ainsi émis son veto à la participation de Louis Rougier à la première réunion de Société du Mont-Pèlerin, en avril 1947, et ce n'est que dix ans plus tard, à Saint-Moritz, que Rougier réintègrera la Société, avec le soutien remarqué de Friedrich von Hayek.

Marjolin déclare, dans son autobiographie, qu'« il y a trois noms auxquels (sa) pensée s'accroche parmi (ses) contemporains » d'avant-guerre, « Raymond Aron, Eric Weil et Alexandre Kojève. Je leur dois, dit-il, une grande partie de ce que je pense, de ce que je suis. Il existait entre nous, malgré nos divergences, une unité profonde dans la façon dont nous jugeons le monde qui nous entourait et le mouvement de l'histoire ». C'est également à cette époque qu'il fit connaissance d'Olivier Wormser à qui une grande amitié le liera jusqu'à sa mort. Marjolin participa au séminaire sur Hegel donné par Kojève à l'Ecole pratique des Hautes Etudes et fera entrer l'émigré

franco-russe au ministère de l'Economie en 1945.

Notons enfin que, bien que Marjolin, tout comme Raymond Aron, aient participé à la résistance contre le nazisme, ils ont aussi collaboré avec les milieux qui suivirent le maréchal Pétain jusqu'au bout. Marjolin dit lui-même avoir été « un temps séduit » par le groupe du 9 juillet (1934), qui rassembla les « planistes » de tous bords autour d'un programme de corporatisme social et national de type fasciste. C'était une initiative de Jules Romain, un adepte de Jean Coutrot, fondateur, en 1931, du groupe X crise qui rassemblait des planistes « polytechniciens ». Il est aussi accusé d'avoir dirigé la Synarchie d'Empire. Le groupe Révolution constructive auquel participa Marjolin était une caisse de résonance du planisme de de Man. Quant à Raymond Aron qui, encore en 1983, écrivait : « Traîtres les collaborateurs, oui ; traîtres les tenants de la Révolution nationale, certainement non », il avait été un assidu des Décades de Pontigny, de Paul Dejardins, autre vivier de formation de la technocratie vichyste entre 1911 et 1939.

Alexandre Kojève, logique d'empire et dialectique du « maître-esclave »

Sans que la plupart des citoyens européens n'en aient la moindre idée, l'UEM qui leur a été imposée depuis le milieu des années 80 porte en elle le dessein d'un empire. Le manipulateur qui a le plus contribué à sa conception, lui aussi parfaitement inconnu de l'opinion publique, est un « philosophe » franco-russe du nom d'Alexandre Kojève.

Né en Russie, Kojève (1902-1968) s'exile en Allemagne en 1920. En 1926, il s'établit à Paris où il restera jusqu'à la fin de sa vie. Mais c'est à Berlin, dans les années 20, qu'il rencontre le philosophe juif allemand Leo Strauss (1899-1973), qui avait quitté l'Allemagne en 1932 pour Paris où il restera deux ans en relation avec Kojève avant de s'établir à Londres. En 1938, il part aux Etats-Unis où il formera à l'Université de Chicago la plupart des néo-conservateurs au pouvoir aujourd'hui dans ce pays. Kojève et Strauss resteront de proches collaborateurs toute leur vie, Strauss envoyant ses « brillants » élèves, tels Allan Bloom ou Francis Fukuyama, auprès de Kojève. A ce duo, il faut ajouter Carl Schmitt, juriste attiré des nazis. Notons que Strauss a pu prendre la route de l'exil grâce à la Fondation Rockefeller – toujours elle ! – auprès de laquelle Schmitt l'avait introduit. Après la guerre, Kojève participa activement à la réhabilitation de Carl Schmitt.

C'est un cycle de conférences sur Hegel, donné

entre 1933 et 1939 à l'Ecole pratique de hautes études (EPHE), qui confère à Alexandre Kojève son influence totalement démesurée dans la vie politique française et européenne. En effet, on retrouve là un petit groupe d'hommes, parmi lesquels Raymond Aron, Robert Marjolin, George Bataille, Jacques Lacan et Raymond Queneau, qui jouera un rôle majeur dans les années qui suivirent, au service de l'oligarchie financière internationale.

Qu'Alexandre Kojève ait pu exercer une telle influence est proprement effrayant à l'étude de ses idées. Ardent défenseur du rétablissement des empires, il épousait entièrement la dialectique hégélienne du maître/esclave comme moteur de l'histoire. Son séminaire à l'EPHE portait surtout sur la section A du chapitre IV de la Phénoménologie de l'esprit d'Hegel, consacrée à cette dialectique du maître/esclave. Ce texte sert de préface à l'ouvrage qui présente l'ensemble des séminaires de Kojève.

Au début de ce texte, Hegel établit une différence entre l'homme et l'animal, ce dernier ne dépassant pas le stade du « sentiment de soi », alors que l'homme est « conscient de soi (..) et de sa dignité humaine ». Mais, ce n'est pas la raison qui permet à l'homme de devenir conscient de lui-même, mais un désir qui le pousse à se découvrir. « L'homme, nous

dit-il, ne s'avère humain que s'il risque sa vie (...) dans une lutte à mort en vue de la reconnaissance » ! Autrement dit, c'est la capitulation ou la mort entre deux adversaires, dans une lutte à mort, qui permet à l'homme de reconnaître sa qualité humaine ! Mais comment un mort, ou deux, peuvent-ils reconnaître le vainqueur ? Hegel admet que pour que « la réalité humaine » puisse se constituer, « il faut que les deux adversaires restent en vie ». Dans cette lutte, donc, l'un « doit avoir peur de l'autre, (...) doit refuser le risque de sa vie en vue de la satisfaction (du) désir de « reconnaissance » » de l'autre. Or, le « reconnaître » ainsi, c'est le « reconnaître comme son Maître et se reconnaître et se faire reconnaître comme Esclave du Maître ». C'est cette dialectique qui définit l'histoire du monde, les esclaves dépassant les maîtres, le tout devant s'annuler à la fin de l'histoire, où maîtres et esclaves seront les deux à la fois...

Avec cette conception hégélienne, encore plus brutale que celle de Hobbes et préfigurant celle de Nietzsche, il n'est pas étonnant qu'Alexandre Kojève se fasse le défenseur des empires. C'est le thème principal d'une Esquisse d'une doctrine de la politique française rédigée en août 1945 et du Projet Kojevnikov datant de la même époque. Dans ce texte qui paraît aberrant par certains côtés, mais dont on voit l'influence certaine qu'il a eue sur la pensée néo-conservatrice aux Etats-Unis et en France, où « la Règle du Jeu » de Bernard-Henri Levy publiait encore des extraits en 1990, juste après la chute du Mur et la réunification de l'Allemagne, Kojève défend l'idée que l'ère des nations est révolue et que « pour être politiquement viable, l'Etat moderne doit reposer sur une vaste union impériale de nations apparentées ». Les économies nationales ne sont plus capables de financer les techniques militaires de la guerre moderne. Entre la nation et l'Empire homogène et universel de la fin de l'histoire, la réalité intermédiaire est celle des empires régionaux. Au sortir de la guerre, Kojève voit deux empires hégémoniques, l'empire « slavo-soviétique », à dominante religieuse orthodoxe, et l'empire « anglo-saxon » à dominante protestante, auquel viendra se joindre l'Allemagne.

Dans ce contexte, si la France veut continuer à exister, elle ne peut ni rester isolée, car son histoire en tant que nation est finie, ni se joindre à cet empire anglo-saxon, car elle risquerait de n'être plus qu' » un hinterland militaire économique, et par suite politique, de l'Allemagne, devenue l'avant-poste militaire de l'Empire anglosaxon ». Usant des mêmes arguments géopolitiques qu'on a entendus chez Thatcher et Mitterrand à l'époque de la chute du Mur, Kojève soutient qu'une France avec 40 millions d'habitants

serait incapable de faire face à une Allemagne de 80 millions ! Face à cette « réalité », Kojève n'hésite pas à faire appel à la vieille idée de Mussolini et de Laval en 1936, d'un empire des soeurs latines, et propose que la France constitue un empire latin catholique, « idée-idéal (...) où le peuple français aurait pour but et pour devoir le maintien de son rang de primus inter pares » ! Cet empire rassemblant 110 millions d'habitants mettrait en commun les « ressources de leurs patrimoines coloniaux », notamment africains, et aurait une politique économique et militaire unique. Sa zone d'influence se limiterait à la Méditerranée, ce mare nostrum. Mais qu'est-ce qui « apparente » ces trois nations ? La « douceur de vivre » qui transforme le « bien-être bourgeois en douceur de vivre aristocratique » !

Mais comment convaincre les Français qu'ils doivent proclamer « que la France est morte politiquement une fois pour toutes en tant qu'Etat-nation » ? Il faut qu'elle comprenne qu'elle « engendre l'empire afin de prolonger, dans le futur, l'autonomie et la grandeur que son présent purement national ne lui permet plus de soutenir ». N'est-ce pas le langage que toute l'élite politique nous tient actuellement, que la France ne peut plus agir puissamment dans le monde, autrement que par « l'Europe puissance » ? La clé pour réussir, dit Kojève, c'est le général de Gaulle, mais « comment le convertir à l'idée de l'empire latin ? » Kojève élabore un plan visant à rassembler, pour soutenir son projet, les masses contrôlées par les communistes, la volonté politique du général de Gaulle et les élites économiques, technocratiques et culturelles. Il propose de mobiliser résistants « constructifs », fonctionnaires, techniciens et capitalistes, mais aussi tous « ceux qui avaient la foi dans la Révolution nationale » du Maréchal « et ont agi en conséquence. » Car il faut avoir des hommes d'action qui poussent aux limites, même s'ils ont fait des erreurs, pour aboutir. Ailleurs dans ce texte, qui propose de donner à l'empire latin juste assez de pouvoir militaire pour asseoir sa neutralité, Kojève fait l'éloge de cette période « d'objection de conscience » que fut Vichy.

Le général de Gaulle, on le sait, a bouleversé ce projet qui, sous sa forme d'Union latine, n'a probablement jamais été pris au sérieux. Il reste que depuis la mort de de Gaulle, quelque chose de très proche est apparu, bien qu'englobant l'Allemagne, sous la forme d'un ensemble régional interdépendant, dominé par une autorité supranationale, et que certains, en Angleterre, appellent déjà l'Empire européen et en France, plus pudiquement, l'Europe puissance.

La Banque Lazard

Le capitalisme encanaillé contre les Trente Glorieuses

*Commentaire sur Ces messieurs de Lazard, de Martine Orange
Albin Michel, avril 2006, 345 pages, 19 euros.*

L'article central de ce dossier sur la Synarchie pointe le rôle clé de la Banque Lazard dans l'émergence du fascisme des années trente. Dans l'après-guerre, c'est encore la méthode Lazard qui est au cœur de toutes les mutations du capitalisme conduisant à la mise à mort du New Deal de Roosevelt, et de son corollaire en Europe, les politiques économiques des Trente Glorieuses. Alors que Roosevelt avait jugulé la puissance financière et réussi à créer un plein emploi productif en réorientant l'argent vers la production industrielle et les grands projets d'infrastructure, ces « Messieurs de Lazard » ont été un facteur déterminant dans le rétablissement du capitalisme pillier des « robber barons » du XIX^{ème} siècle.

Rien de plus instructif que la réaction d'André Meyer, chef incontesté de la maison Lazard à New York entre 1940 et 1979, découvrant dans ce pays la finance « assagie » par les fortes régulations imposées par Roosevelt pour sortir de la dépression des années trente. Meyer est « déçu » de voir la maison Lazard, tout comme les autres, « assoupie, conformiste », traitant les « activités bancaires courantes entre 9 et 5 ». Meyer « était un financier, un homme de marché, des coups, qui n'aimait pas la banque » traditionnelle, confirme Michel David-Weill, le dernier des héritiers français qui a régné sur les destinées de la Maison jusqu'en 2002.

Lazard LLC, avec ses trois piliers à Paris, Londres et New York, « sont les héritiers des Fugger et des Médicis, descendants directs des grandes maisons bancaires du XIX^{ème} siècle qui vendent plus des idées, de l'information, du pouvoir que de l'argent », nous dit Martine Orange. Rappelons que les Fugger étaient les banquiers rapaces de Charles Quint qui, formés par l'oligarchie vénitienne, n'hésitaient pas à mettre l'Europe à feu et à sang pour assurer leur pillage

financier. Fondée à la Nouvelle Orléans en 1848 par trois héritiers d'Abraham Lazard, un émigré de Bohême qui s'était installé à Fraeunberg, en Lorraine, dans les années 1780, la maison Lazard a apporté dans le nouveau Monde ce virus du capitalisme pillier.

Depuis, ils ont gagné de l'argent, cette maison aimant par-dessus tout « ces moments de fièvre (...) où l'on mise gros, où l'on gagne beaucoup d'argent ». Leur fortune a grandi dans la ruée sur l'or en Californie, en spéculant sur la dévaluation du dollar par rapport à l'or pendant la guerre de sécession américaine, en investissant dans la dette de guerre des Etats, comme celle de la guerre franco-prussienne de 1871 ou dans les plans Dawes et Young de financement des réparations allemandes de la guerre de 1914. Finançant les dettes de guerre d'un côté, elle gagne gros également dans la dette contractée par les Etats pour organiser la reconstruction après guerre !

Aucune occasion de profit n'est laissée inexploitée et la maison fait ses principaux bénéfices en jouant les intermédiaires entre secteur public et privé. Banque de conseil avant tout, elle a gagné des sommes mirifiques en France dans les nationalisations, puis dans les privatisations, où elle a été partout présente soit en tant que conseil de l'Etat, soit des compagnies privées. Mentionnons enfin les domaines où elle a été initiatrice et leader ces trente dernières années : les OPA hostiles qu'elle a contribué à dédramatiser et les marchés de fusions et acquisitions, processus de cartellisation des entreprises fortement inspiré des années 30.

Mais c'est surtout ce goût pour les coups pervers, qu'ils ont répandu dans le monde de la finance, qui illustre qu'aucune République ne sera à l'abri tant que ce type de maisons d'investissement ne sera pas fortement régulé par les Etats. Ecoutons ce que les

principaux acteurs de l'OPA hostile lancée par Lazard, le 8 avril 1963, contre la Franco-Wyoming, une petite compagnie de négociants en pétrole entre l'Europe et les Etats-Unis, ont déclaré à Martine Orange sur cette équipée : « *Je nous revois à Grand Central, un matin de printemps. Il faisait beau. Nous étions six ou sept à prendre le train pour aller dans l'Etat du Delaware. C'est là qu'était immatriculée la Franco-Wyoming. L'assemblée générale avait lieu là-bas. Nous partions y prendre le pouvoir* », se souvient Jean Guyot, gérant associé, encore ravi plus de quarante ans après par cette aventure. Un moment d'encanaînement. « Nous sommes arrivés dans la salle », rajoute Michel David Weill. « Nous avons fait constater que nous avions la majorité. Et nous avons pris physiquement le contrôle de la société, en montant à la tribune. C'était un moment assez inattendu. ». La Franco Wyoming sera vendue par appartements, les actifs valant largement plus de deux fois le prix d'acquisition.

Avec de tels patriotes, qui a besoin d'ennemis ?

On ne saurait trop insister sur le rôle néfaste joué par cet établissement en France à partir des années 60. Là aussi, il a fallu déconstruire le pouvoir de l'Etat en tant qu'entité veillant au bien commun. « *L'économie française, en ce début des années 1950, est un terrain bien limité. Les associés gérants de Lazard ont beau très bien connaître les hommes qui dominent le débat économique de l'après-guerre – Jean Monnet, Jacques Rueff, François Bloch-Lainé, Simon Nora, Antoine Pinay, Wilfried Baumgartner – cela ne donne pas les clés pour les affaires. La nécessaire modernisation de l'économie se trouve largement dans les mains de l'Etat. C'est lui qui planifie, commande, régule. Des pans entiers de l'industrie et de la finance ont été nationalisés au sortir de la guerre.* »

De retour des Etats-Unis où il est allé apprendre toutes les astuces du métier auprès d'André Meyer, Michel David Weill prépare l'avènement du capitalisme encanaillé en France avec quelques patrons « novateurs » qu'on a mal nommé patrons de « gauche » : les deux frères Riboud, dont Antoine, connu comme étant le seul « ami » de David Weill, Jacques de Fouchier (Paribas), Paul Lpercq (de la banque de Neuflyze Schlumberger à New York) et Jérôme Seydoux, de Chargeurs réunis.

Mais c'est Antoine Bernheim, associé gérant et capitaliste à Lazard qui, bien avant les autres, « a distingué ces nouveaux condottieri, hommes de puissance aux nerfs d'acier qui sont en train d'émerger de la crise et de la refonte économique. (...) Les marchés parlent déjà de certains de ses protégés » : Bernard Arnault qui a obtenu le contrôle du géant du luxe, LVMH, grâce à l'intervention contestée

de Lazard, Vincent Bolloré, qui s'est bâti un empire africain sur les décombres des privatisations imposées par le FMI aux pays d'Afrique. Bernheim appuie aussi certains groupes, contribue à donner à Carrefour la place de numéro un en France, soutien la reprise du Printemps par François Pinault. Sans oublier Claude Bébéar, fondateur d'AXA, qui siège avec lui dans le conseil d'administration de la Generali, Jean-Marie Messier qu'il a fallu « vider » de Vivendi avant qu'une faillite monumentale n'entraîne l'ensemble de l'establishment, Edouard Stern, récemment assassiné à Genève en combinaison de latex noire...

En même temps, Lazard s'impose au sein même des conseils d'administration des établissements qu'elle conseille : « *Avec un soin minutieux, la banque a mis le Cac 40 en coupe réglée. Elle a au moins un associé, parfois deux, dans chaque conseil d'administration. (...) En ces heures de gloire des années 80, Bruno Roger compte plus de sept mandats dont ceux d'UAP, Cap Gemini, Saint-Gobain, Thomson, LVMH, Elf, Lyonnaise des eaux ; Antoine Bernheim en a presque autant : il siège aux conseils d'Axa, LVMH, Eridania Beghin Say, Bolloré, PPR ; Jean-Claude Haas, lui, est chez Danone et Chargeurs, tandis que François de Combret siège aux conseils de Renault et de Sanofi* » !

Le goût du pouvoir

Puis, il y a les politiques... « André Meyer ne veut pas s'occuper du grand public. Ce qui l'intéresse, lui, ce sont les décideurs, les puissants, ceux qui savent et qui ont le pouvoir. » Et pour atteindre le pouvoir, il faut contrôler les politiques. Dans un mode parfaitement vénitien, la banque infiltre les principaux clubs de décideurs (le Siècle, le Cercle de l'industrie de Strauss Kahn), recrute dans la haute fonction publique, profile et promeut les candidats potentiels bien avant leur arrivée au pouvoir, joue la gauche et la droite.

Typique de ce modus operandi, on a vu Jacques Attali, un de leurs très proches, s'activer en 2005, proposant ses services « d'éminence grise » aux candidats les plus « gagnants » : Ségolène Royal, Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius, à gauche, Nicolas Sarkozy et Dominique de Villepin à droite, choisissant, pour finir, la candidature de Royal. D'après Orange, « le boulevard Haussman s'est préparé de longue date à la prochaine élection présidentielle. La banque à ses favoris. Elle mise sur un duel Sarkozy-Strauss-Kahn au deuxième tour ».

« *A droite, l'emprise exercée par Bruno Roger, chef de Lazard Paris, sur la banque a été démultipliée grâce à ses connexions politiques avec la chiraquie. De la même*

promotion de Sciences Po que Jacques Chirac, le banquier a beaucoup mis en avant ces liens amicaux. (...) Proche d'Edouard Balladur, de Jacques Friedman, cultivant avec soin tout ce qui compte à droite, il s'est retrouvé ainsi au cœur de tous les processus de privatisation de l'économie française. Aujourd'hui encore, il continue à choyer cette relation présidentielle privilégiée. »

C'est Bruno Roger qui, avec Edouard Balladur, serait à l'origine de la conception des « noyaux durs » utilisée lors des privatisations pour s'assurer que, grâce à un système de participations croisées autour de grosses banques et compagnies d'assurances françaises, les principales privatisables resteraient entre des mains françaises. Ce schéma a réussi, à ceci près que ce n'est pas la France qui a été ainsi protégée, mais le capital français. Ce n'est pas pareil ! Les « noyaux durs » ont ainsi contribué à créer une véritable oligarchie française dont les besoins de pouvoir sont aux antipodes des intérêts de la nation France et de sa population.

A gauche, le récit de Martine Orange, corroboré par Laurent Chemineau dans son ouvrage *L'incroyable histoire de Lazard frères*, paru aux Editions Assouline en 1998, sur la façon dont Lazard a évité la nationalisation en 1981, vaut aussi le détour. Inquiets de voir les socialistes arriver au pouvoir avec un vaste programme de nationalisations exigé par le PC comme condition à sa participation au gouvernement, les principaux banquiers et chefs d'entreprise ont pris langue avec les dirigeants socialistes, et tout particulièrement avec Jacques Attali, pour tenter de peser sur ces options. Rothschild et Michel David Weill connaissent bien Jacques Attali avec qui ils prennent contact. A la veille des nationalisations, la seule inconnue qui reste concerne le seuil déterminant la nationalisation : sera-t-il de un milliard de francs de dépôts ou de un milliard de francs de crédit ? Divine surprise, c'est Jacques Attali qui, « avec François Hollande, jeune énarque tout juste sorti de l'école, (...) gère l'épineux dossier, en relation avec le PC ». « *A la veille de la publication de la liste des établissements bancaires nationalisés, le 9 septembre 1981, Lazard en fait encore partie (...) le lendemain son nom a disparu. Le critère retenu est de un milliard de francs de dépôts. Heureux hasard : la banque Lazard n'a que 983 millions de francs de dépôts* » ! Daniel Lebègue, alors conseiller à Matignon, est cité par Martine Orange sur cette affaire : « *Jacques Attali savait qu'il était inutile de se battre pour Rothschild. C'était un nom trop symbolique. Politiquement indéfendable.*

Jamais le PC n'accepterait de le laisser hors du champ des nationalisations. Lazard, en revanche, personne ne connaissait en dehors des milieux d'affaires. Il s'est fixé comme objectif d'éviter sa nationalisation. C'était un de ses buts. Il l'a atteint. »

Mentionnons, enfin, les connections internationales de Lazard, ses relations avec Enrico Cuccia, de Mediobanca, Agnelli en Italie, mais surtout Felix Rohatyn à New York. Rohatyn fut le protégé d'André Meyer entre 1949 et 1998, puis ambassadeur des Etats-Unis à Paris entre 1998 et 2001, avant d'aller fonder sa propre maison Rohatyn Associates et de rejoindre la Banque Rothschild.

Felix Rohatyn est un homme très apprécié de l'élite parisienne. François Mitterrand lui avait décerné la Légion d'honneur et depuis son passage à l'ambassade, il fait partie des conseils d'administration de nombreuses sociétés françaises : Publicis, Planète Finance, LVMH... Rohatyn est aussi l'homme qui a construit, avec Meyer, le conglomérat ITT dans les années soixante aux Etats-Unis. Il est donc associé aussi à toutes les frasques de cette compagnie : l'affaire de l'OPA hostile contre l'assureur Hartford, qui a conduit à une enquête et à de sévères poursuites par la SEC ; l'affaire, surtout, du coup d'Etat fasciste de Pinochet contre Allende au Chili, où la compagnie s'est trouvée aux premières loges avec Henry Kissinger et George Shultz. En 1993, un associé de Lazard New York, Mark Feber est condamné pour corruption à de la prison ferme dans « l'affaire des obligations municipales », une affaire impliquant des pots-de-vin aux municipalités démocrates. Mais c'est Rohatyn qui, en tant que chef de Lazard, est aux avant-postes. « *Quelques années plus tard, quand son nom sera évoqué pour la vice-présidence de la Réserve fédérale, pour devenir numéro deux d'Alan Greenspan, la communauté financière et les ennemis de la banque se souviendront de l'affaire des obligations municipales. Au bruit du scandale, l'associé de Lazard sera obligé de retirer sa candidature à ce poste qu'il avait toujours convoité. »*

Aujourd'hui, la maison Lazard n'est plus entre les mains de ses fondateurs historiques français. Elle a été rachetée entièrement par l'américain Bruce Wasserstein. Mais ce virus de la banque vénitienne des « coups financiers », dont Lazard est l'une des souches les plus virulentes, a été répandu à tout le secteur bancaire. Tant que les Etats ne se donneront pas les moyens d'imposer des régulations sévères à ce type de pratiques, le péril demeurera dans la République.

